



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/13157
9 mars 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 7 MARS 1979, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE PRESIDENT DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, conformément à une décision du Comité spécial contre l'apartheid, le rapport du Séminaire des Nations Unies sur la collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, en vous priant de le porter à l'attention du Conseil de sécurité.

J'attire tout particulièrement votre attention sur le fait que le Séminaire a recommandé que le Conseil de sécurité examine d'urgence la situation découlant des efforts déployés par le régime d'apartheid pour acquérir la capacité de production d'armes nucléaires. Le Séminaire a recommandé que le Conseil de sécurité adopte des mesures obligatoires, en vertu du Chapitre VII de la Charte, pour mettre fin à toute forme de collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, demander le démantèlement de ses usines nucléaires et avertir le régime de Pretoria que toute tentative de poursuivre son programme nucléaire ou de construire une usine d'enrichissement de l'uranium donnera lieu à une nouvelle action internationale, y compris l'adoption de sanctions collectives efficaces.

Le Comité spécial fait sienne la recommandation ci-dessus et est convaincu que le Conseil de sécurité prendra d'urgence les mesures qui s'imposent.

Le Président du Comité spécial
contre l'apartheid

(Signé) Leslie O. Harriman

COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID

7 mars 1979

RAPPORT DU SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA COLLABORATION AVEC
L'AFRIQUE DU SUD DANS LE DOMAINE NUCLEAIRE

Rapporteur : Abdul S. Minty

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
I. ORGANISATION DU SEMINAIRE	6
II. ORDRE DU JOUR	6
III. PARTICIPANTS	6
IV. ELECTION DU BUREAU	6
V. SEANCE D'OUVERTURE DU SEMINAIRE	7
A. Déclaration de M. Leslie O. Harriman	7
B. Déclaration de M. Armando Fanjulone	8
C. Déclaration de M. Eric Burhop	10
D. Déclaration de M. Sean MacBride	11
E. Déclaration de M. Abdul S. Minty	12
VI. RESUME DE LA DISCUSSION	15
A. Capacité et potentiel nucléaire de l'Afrique du Sud .	15
B. Menace pour la paix internationale et autres dangers .	16
C. Nature et ampleur de la collaboration étrangère avec l'Afrique du Sud	18
1. Introduction	18
2. Etats-Unis d'Amérique	19
3. Royaume-Uni	23
4. France	27
5. République fédérale d'Allemagne	29
6. Pays-Bas	30
7. Autres pays	31
D. Question des Garanties	32

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
E. Déclaration faite par des hommes de science et des experts	35
F. Propositions faites par les mouvements de lutte contre l' <u>apartheid</u>	35
G. Déclarations des mouvements de libération d'Afrique australe	37
1. South West Africa People's Organization	37
2. Patriotic Front of Zimbabwe	37
3. Pan Africanist Congress of Azania	37
4. African National Congress of South Africa	38
H. Déclaration finale du Président	40
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE	42
ANNEXE I. Liste des participants	
ANNEXE II. Liste des exposés présentés au séminaire	
ANNEXE III. Discours d'ouverture de Son Excellence M. Leslie O. Harriman, président du Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>	

I. ORGANISATION DU SEMINAIRE

Le Séminaire des Nations Unies sur la collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire a été organisé par le Comité spécial contre l'apartheid en coopération avec le Sous-Comité contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid et pour la décolonisation du Comité spécial des organisations non gouvernementales pour les droits de l'homme et le Mouvement britannique contre l'apartheid.

Il s'est tenu à Londres les 24 et 25 février 1979.

II. ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour du Séminaire était le suivant :

1. Nature et portée de la collaboration extérieure avec l'Afrique du Sud, qui permet à ce pays de renforcer sa capacité et son potentiel nucléaires.
2. Capacité et potentiel nucléaires de l'Afrique du Sud : a) dimension militaire; b) menace pour la paix et l'indépendance.
3. Nécessité d'une action internationale pour mettre fin à la collaboration qui permet à l'Afrique du Sud de renforcer sa capacité et son potentiel nucléaires.

III. PARTICIPANTS

Participaient au Séminaire des membres du Comité spécial contre l'apartheid, des représentants des Etats de première ligne, de mouvements de libération nationale d'Afrique australe, de mouvements contre l'apartheid et d'autres organisations non gouvernementales; étaient également présents un certain nombre d'hommes de science et autres experts.

La liste des participants figure à l'annexe I.

IV. ELECTION DU BUREAU

Le Séminaire a élu les membres du Bureau ci-après :

Président : M. E. Leslie O. Harriman

Vice-présidents : Mme Edith Ballantyne

M. Eric Burhop

M. Serge Elie Charles

Rapporteur : M. Abdul S. Minty

V. SEANCE D'OUVERTURE DU SEMINAIRE

Le Séminaire a débuté par une séance publique au cours de laquelle des déclarations ont été faites par M. Leslie O. Harriman, président du Comité spécial contre l'apartheid, M. Armando Panguene, ambassadeur de la République populaire du Mozambique au Portugal, M. Eric Burhop, professeur honoraire de physique à l'Université de Londres et président de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques, M. Sean MacBride, ancien Commissaire des Nations Unies pour la Namibie et lauréat du prix Nobel de la Paix et du prix Lénine, et M. Abdul S. Minty, secrétaire honoraire du Mouvement britannique contre l'apartheid.

A. Déclaration de M. Leslie O. Harriman 1/

M. Leslie O. Harriman, président du Comité spécial contre l'apartheid, a dit que le Séminaire avait été convoqué pour débattre de l'un des plus graves problèmes, appelant d'urgence une solution, qui se posent à l'Afrique et au monde entier.

Il a souligné que plusieurs gouvernements, ainsi qu'un certain nombre de sociétés transnationales, d'institutions et de particuliers, collaboraient avec le régime d'apartheid dans le domaine nucléaire, lui permettant ainsi d'acquérir des armes et une technologie perfectionnées grâce auxquelles il pouvait maintenir une politique raciste, menacer les Etats africains et exercer un chantage sur le reste du monde.

Ce n'est que lorsqu'elles ont découvert, en 1977, que l'Afrique du Sud préparait une explosion nucléaire que les puissances occidentales ont commencé à s'inquiéter - non pas parce que les essais envisagés seraient effectués par un régime criminel et prêt à tout mais essentiellement à cause du moment choisi et parce que ces essais compromettraient leurs plans concernant la non-prolifération des armes nucléaires en général. Depuis lors, elles ont préconisé d'inciter l'Afrique du Sud à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes, ce qui équivaldrait à donner une respectabilité accrue à un régime illégal et à faciliter encore davantage l'accès de ce régime à la technologie nucléaire. Entre-temps, elles ont continué à collaborer avec le régime d'apartheid, déclarant que les relations qu'elles entretenaient avec lui avaient un caractère commercial et que chacun des aspects de la collaboration ne pouvait par lui-même faire de l'Afrique du Sud une puissance nucléaire.

Demandant au Séminaire d'envisager toutes les incidences et ramifications d'une collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, le Président a déclaré que le danger ne provenait pas seulement de la menace immédiate que cette collaboration faisait peser sur la paix mais de l'existence d'une menace à long terme, aux dimensions multiples.

1/ On trouvera le texte intégral de la déclaration à l'annexe III.

Avec sa puissance militaire et nucléaire, le régime d'apartheid voulait supprimer toute résistance intérieure, empêcher les Etats africains indépendants d'agir et les soumettre à un chantage, et persuader les puissances occidentales de le reconnaître totalement comme puissance régionale. Il voulait également jouer un rôle primordial dans la fourniture d'uranium et d'uranium enrichi à d'autres pays, afin de les rendre dépendants à son égard pour l'exécution de leurs programmes nucléaires civils et militaires.

M. O. Harriman a déclaré en conclusion que rien dans le droit ni dans la morale n'autorisait à faire commerce avec le régime d'apartheid, à fraterniser avec un tel régime ou à l'aider à mener à bien ses plans diaboliques. L'apartheid était un crime contre l'humanité et quiconque collaborait avec le régime d'apartheid se rendait complice de ce crime.

B. Déclaration de M. Armando Panguene

S. Exc., M. Armando Panguene, représentant du Mozambique, a dit qu'entre les mains des dirigeants racistes d'Afrique du Sud, les armes nucléaires faisaient peser une menace de mort sur la population d'Afrique du Sud et sur les Etats voisins indépendants.

L'intention de l'Afrique du Sud en brandissant la menace nucléaire était claire. Il s'agissait de convaincre les masses opprimées d'Afrique du Sud que le régime d'apartheid était invincible, d'intimider les mouvements de libération nationale tout autant que l'Afrique indépendante. Par le chantage nucléaire, l'Afrique du Sud espérait contraindre les Etats africains, en particulier les Etats de première ligne dont les capitales étaient toutes à la portée des armes nucléaires de l'Afrique du Sud, à cesser de donner leur appui à la lutte de libération.

Le Mozambique mesurait bien la puissance militaire de l'Afrique du Sud et le danger qu'elle représentait pour la région tout entière. Le régime sud-africain avait toujours collaboré sur les plans économique et militaire avec le régime colonial portugais pour opprimer le peuple mozambicain et empêcher l'avènement d'un Mozambique indépendant. L'Afrique du Sud avait également prêté une assistance massive au régime illégal de Ian Smith au moment des attaques meurtrières déclenchées par la Rhodésie contre les Etats de première ligne. Les avions Mirage utilisés par les forces de Ian Smith lors de raids lancés récemment contre le Mozambique avaient été fabriqués sous licence sud-africaine. Ce n'était qu'avec la collaboration de l'Afrique du Sud que des produits d'importance vitale, comme le pétrole, pouvaient parvenir en Rhodésie pour alimenter la machine de guerre de Smith.

Mais la peuple du Mozambique ne s'était pas laissé intimider par les menaces des régimes de Salisbury et de Pretoria et de leurs alliés. Le Mozambique continuerait à soutenir la lutte des peuples de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud elle-même.

La responsabilité du danger d'un recours éventuel aux armes nucléaires par l'Afrique du Sud, a poursuivi M. Panguene, n'était pas imputable au seul régime raciste sud-africain. L'Afrique du Sud était incapable d'acquérir la technologie

nécessaire à la production d'armes nucléaires sans la collaboration des puissances occidentales. La République fédérale d'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique avaient tous contribué à donner corps à cette menace.

Les puissances occidentales s'étaient toujours fait fortes de résoudre les problèmes de l'Afrique australe par des moyens pacifiques, tout en contribuant de façon massive à renforcer la puissance militaire de l'Afrique du Sud. Il régnait en Afrique australe un état de guerre : la vraie question n'était pas de savoir si tel pays était en faveur de la guerre ou de la paix, mais de quel côté il se rangeait dans la guerre en cours. Les forces armées de l'Afrique du Sud avaient réalisé leur capacité actuelle en achetant directement de l'équipement aux pays occidentaux et en concluant des accords autorisant la fabrication d'équipement occidental sous licence sud-africaine. De la fourniture d'avions et de véhicules militaires, tels les Land Rovers de British Leyland utilisées lors du massacre des écoliers de Soweto, à la fourniture de la technologie nécessaire à la fabrication de bombes nucléaires, il n'y avait qu'un pas.

Si l'arme nucléaire devait un jour être utilisée en Afrique australe, les gouvernements des pays occidentaux - qui tiraient des bénéfices de la vente d'armes et de technologie et exploitaient le travail de la population sud-africaine et namibienne - seraient responsables d'un massacre généralisé.

Le problème de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud s'était posé, a ajouté M. Panguene, parce que la lutte de libération avait fait de grands progrès au Zimbabwe et en Namibie et sur le territoire même de l'Afrique du Sud. Si le régime de Pretoria avait l'impression qu'il risquait une défaite imminente, il existait un danger réel et redoutable qu'il utilise des armes nucléaires tactiques contre sa propre population ou contre les Etats indépendants d'Afrique au premier chef les Etats de première ligne. Ce danger représentait une menace manifeste pour la paix et la sécurité mondiales et justifiait pleinement l'initiative du Gouvernement mozambicain qui, avec d'autres Etats de la région, demandait instamment la création d'une zone dénucléarisée - une zone de paix - dans l'océan Indien.

L'Afrique du Sud, a conclu M. Panguene, devait être isolée encore davantage. Un embargo efficace et total sur tous les équipements militaires devait être appliqué. L'expression "équipement militaire" devrait être entendue dans un sens très large. Elle devrait, par exemple, comprendre le pétrole, sans lequel aucune armée ne pourrait opérer.

M. Panguene a exprimé l'espoir que le Séminaire demanderait à tous les gouvernements de prendre des mesures pour rompre leurs liens avec le régime sud-africain, de mettre immédiatement fin aux échanges de technologie et à toute autre forme de collaboration nucléaire et d'apporter un soutien actif à la lutte de libération. Il espérait également que le Séminaire demanderait la reconnaissance internationale des mouvements de libération en tant que représentants légitimes de leurs peuples et le renforcement de l'appui apporté aux Etats de première ligne pour leur permettre d'accroître leur capacité de défense.

C. Déclaration de M. Eric Burhop

M. Burhop a dit que la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques avait, dès sa fondation, préconisé la suppression des armes nucléaires et défendu le TNP, qui constituait un premier pas pour cette suppression. La prolifération des armes nucléaires dans un pays raciste comme l'Afrique du Sud pouvait avoir des incidences terribles sur l'avenir de l'humanité. Il était incroyable que des gouvernements fussent prêts à favoriser pareille chose.

Or, la collaboration avec l'Afrique du Sud, dans le domaine nucléaire, était depuis longtemps acquise; c'était en particulier le fait des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni. Elle remontait à l'époque où, immédiatement après la seconde guerre mondiale, on s'était efforcé d'amener l'Afrique du Sud à produire de l'uranium dans ses mines d'or. On avait par la suite découvert d'importants gisements en Namibie et la Rio Tinto Zinc avait mis en exploitation la mine de Rossing.

Les liens d'association avec des scientifiques sud-africains avaient eux aussi tout un passé. De nombreux hommes de science sud-africains, qui avaient été formés au Royaume-Uni, travaillaient maintenant dans leur pays. L'Afrique du Sud comptait des centaines de physiciens compétents et il ne faisait aucun doute que, si elle le voulait, elle pourrait mettre au point des armes nucléaires.

La capacité nucléaire de l'Afrique du Sud constituait un risque très réel; il n'était d'ailleurs pas impossible que ce pays ait déjà fabriqué plusieurs armes nucléaires. Il ne fallait toutefois pas exagérer cette capacité, car, en ce faisant, on risquait de sous-estimer les dangers infiniment plus grands qui pèseraient sur l'avenir, si les projets maintenant à l'étude se trouvaient réalisés.

Se référant à un rapport publié l'année précédente, selon lequel l'Afrique du Sud s'appropriait à faire des essais nucléaires dans un polygone du désert de Kalahari, M. Burhop a déclaré que la source la plus probable des trois ou quatre engins nucléaires dont disposerait le pays était l'usine pilote d'enrichissement de l'uranium construite par des savants sud-africains à partir du procédé par tuyère qu'ils tenaient d'une société d'Allemagne fédérale.

Cette usine pilote, qui n'était soumise à aucune inspection, était en soi très dangereuse; or, on se proposait d'en centupler la capacité avant 1985.

Peut-être le mobile de l'Afrique du Sud était-il le profit, l'uranium enrichi se vendant plus cher; restait que si cet important projet était mis à exécution, la stabilité et la paix dans la région seraient sérieusement en danger.

En bref, il existait déjà un danger, puisque l'Afrique du Sud avait assurément la capacité nucléaire et qu'elle disposait sans doute déjà de plusieurs armes de ce type; mais l'expansion de l'usine d'enrichissement constituait un danger en puissance encore beaucoup plus grand.

D. Déclaration de M. Sean MacBride

M. MacBride a déclaré qu'à ses yeux il ne pouvait y avoir de situation plus dangereuse - non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour le reste du monde - que celle que créerait une Afrique du Sud dotée, ou en passe de l'être, de la puissance nucléaire.

Certains faits étaient déjà clairement établis : grâce à l'aide de l'Allemagne fédérale, l'Afrique du Sud s'était trouvée à même de fabriquer des armes nucléaires. Peu importait que, cette aide, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne la lui ait apportée directement ou en se bornant à permettre à des sociétés allemandes de transférer la technologie et le matériel nécessaires. La République fédérale d'Allemagne, liée par le Traité sur la non-prolifération nucléaire, devait tout particulièrement veiller à ce que les sociétés allemandes ne puissent rien faire pour favoriser la prolifération des armes nucléaires en Afrique du Sud.

La collaboration entre l'Allemagne fédérale et l'Afrique du Sud, a dit M. MacBride, remontait à plusieurs années. Elle avait été amorcée dans une certaine mesure sous les auspices de l'OTAN, et se limitait, à l'origine, aux armes classiques et aux systèmes de communication. Elargie par la suite, elle avait permis d'aider l'Afrique du Sud à devenir une puissance nucléaire.

Les choses avaient été poussées plus loin encore en décembre 1976, lors d'entretiens tenus à Zürich entre M. B. J. Vorster, alors premier ministre de l'Afrique du Sud, M. Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, et le général Alexander Haig, commandant en chef des forces de l'OTAN. On était convenu à cette réunion qu'une aide serait fournie à l'Afrique du Sud pour lui permettre de constituer, en Namibie et au Zimbabwe, des gouvernements jugés acceptables par elle et par les Etats-Unis. De ces entretiens était née une collaboration plus étroite en matière d'armements et sur le plan nucléaire.

M. MacBride a proposé de demander aux autorités actuelles des Etats-Unis - qui, à son avis, ne seraient pas allées aussi loin dans ce sens que l'administration précédente - si elles appuyaient la collaboration instaurée en 1976. Quoi qu'il en fût, étant donné la collaboration de certains pays de l'OTAN et de l'OTAN elle-même avec l'Afrique du Sud, on était en droit de demander aux principaux pays membres de cette organisation de faire une déclaration de principe.

M. MacBride a ajouté qu'à son avis le Danemark, l'Islande, la Norvège et les Pays-Bas n'envisageaient pas d'entretenir une collaboration de cette importance avec l'Afrique du Sud. Il faudrait se mettre directement en rapport à ce sujet avec ces pays, ainsi qu'avec ceux de la CEE.

Il a suggéré par ailleurs que les organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies interviennent directement lors de la prochaine conférence, pour demander que l'on examine les mécanismes de fonctionnement du TNP en vue de déterminer comment l'Afrique du Sud avait pu devenir une puissance nucléaire et dans quelle mesure la République fédérale d'Allemagne avait réussi, dans sa collaboration avec l'Afrique du Sud, à tourner le Traité de Bruxelles. Ils devraient également faire des représentations auprès des organismes chargés des questions de désarmement à l'Organisation des Nations Unies : la Commission du désarmement et le Comité du désarmement.

La collaboration entre l'Afrique du Sud et la Rio Tinto Zinc constituait un autre problème. L'uranium extrait de la mine de Rossing pourrait servir à la fabrication d'armes nucléaires. M. MacBride a proposé de pressentir le Parti travailliste britannique, qui s'est vigoureusement élevé contre le contrat passé avec la Rio Tinto Zinc.

On pourrait également demander à l'OUA et à ses Etats membres d'user de leur influence pour décourager certains gouvernements occidentaux de collaborer avec l'Afrique du Sud.

Enfin, on devrait répandre les faits connus dans l'opinion publique, pour l'amener à s'exprimer sur la question et transmettre à toutes les organisations non gouvernementales s'intéressant au désarmement et au problème des droits de l'homme la documentation que l'on a rassemblée.

E. Déclaration de M. Abdul S. Minty

M. Minty a dit que, pour le Mouvement contre l'apartheid, ni la documentation dont on dispose, ni les arguments que l'on peut avancer concernant les dangers que présente pour la paix mondiale l'armement nucléaire de l'Afrique du Sud, ne suffisaient à amener un changement de politique de la part des puissances occidentales. Ce qu'il fallait, c'est faire pression sur elles et pousser le public à agir. Les faits avaient leur importance et le Séminaire pourrait contribuer à recueillir tous renseignements utiles et à les diffuser de manière à stimuler l'action.

Il a déjà été établi que l'Afrique du Sud a la capacité nucléaire. On sait par ailleurs, sans l'ombre d'un doute, quels sont les pays qui l'ont aidée à se doter de cette capacité : ce sont essentiellement les Etats-Unis, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et, de façon plus limitée, la Belgique, les Pays-Bas et divers autres pays.

On sait également que l'Afrique du Sud a les vecteurs voulus : a) le système de missiles Crotale et d'autres, analogues, mis au point vers la fin des années 60; et b) des avions, comme le Mirage et le Buccaneer.

Le Mouvement contre l'apartheid rejette les affirmations selon lesquelles la collaboration occidentale avec l'Afrique du Sud, dans le domaine nucléaire, aurait un objectif purement pacifique. Le rôle de l'uranium est crucial : les vastes réserves de l'Afrique du Sud et ses ressources croissantes en uranium enrichi n'ont fait qu'ajouter à son pouvoir de négociation et à son chantage. La paix internationale s'en est trouvée menacée d'autant.

Comme membre de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), l'Afrique du Sud a joui de tous les privilèges liés à ce titre, non seulement sur le plan officiel, mais officieusement aussi, sous forme de rencontres entre savants et physiciens de l'atome. Le Mouvement contre l'apartheid rejette l'argumentation qui veut qu'on n'expulse pas l'Afrique du Sud de l'AIEA, où l'on croit pouvoir l'influencer, voire la réfréner. Tout montre jusqu'ici qu'avec ce genre d'argument on ne fait que favoriser la collaboration. En novembre 1978, le Groupe des techniques de l'extraction de l'uranium, créé par le Groupe nucléaire de l'AIEA et de l'OCDE, s'est donné pour président un représentant sud-africain. C'est l'expulsion de l'AIEA que le Séminaire devrait demander pour l'Afrique du Sud.

Le Mouvement contre l'apartheid a également rejeté les arguments avancés pour persuader l'Afrique du Sud de signer le TNP. Toute l'activité diplomatique déployée par les puissances occidentales, quand on eut appris que l'Afrique du Sud préparait une explosion nucléaire pour 1977, a consisté à faire en sorte que ce pays signe le TNP. Si l'Afrique du Sud s'exécutait, la collaboration avec elle n'en serait que plus étroite, le régime d'apartheid n'en deviendrait que plus respectable et l'opinion publique serait invitée à croire que l'Afrique du Sud ne constitue plus une menace sur le plan nucléaire. Lorsque l'Afrique du Sud ferait officiellement partie du "club nucléaire", on arguerait de sa puissance pour dire qu'en la provoquant on risquerait de déclencher des violences et une destruction massives. Les pressions se feraient plus fortes pour que l'on se montre conciliant à l'encontre du régime d'apartheid et pour diminuer le soutien apporté au Mouvement de libération.

La question de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud doit également être replacée dans le contexte occidental, où des forces considérables aspirent à ce que l'Afrique du Sud devienne une des puissances régionales de l'hémisphère austral et du pourtour de l'Atlantique sud et de l'océan Indien, veulent intégrer ce pays dans la stratégie occidentale de défense et susciter une alliance étroite, officielle ou officieuse, entre l'OTAN et lui. Il faut s'opposer à ce plan, qui renforcerait le pouvoir destructif de l'Afrique du Sud et lui permettrait de mieux exercer encore son chantage.

L'Afrique du Sud n'est pas seule à présenter une grande menace pour la paix et la sécurité internationales. La politique de certaines puissances occidentales vis-à-vis du régime de Pretoria va dans le même sens; ce sont elles qui sont responsables de l'émergence d'un Frankenstein nucléaire en Afrique.

Il est urgent de démasquer les alliés de l'apartheid, de condamner leur politique et, surtout, de mobiliser l'opinion publique mondiale pour mettre un terme à toute collaboration avec l'Afrique du Sud.

M. Minty a félicité l'African National Congress et le Mouvement contre l'apartheid d'Allemagne fédérale d'avoir exposé au grand jour la collaboration entre l'Allemagne fédérale et l'Afrique du Sud. Il a appelé l'attention sur une information publiée le 9 février dans le South African Digest, d'après laquelle une conférence internationale sur la médecine en périodes de catastrophes se tiendrait en août au Cap. Il y serait parlé notamment de la mobilisation du secteur médical et d'autres services sud-africains pour faire face à la situation créée par des explosions atomiques.

D'après M. Minty, il faudrait remettre le rapport du Séminaire au Conseil de sécurité, que l'on devrait prier d'agir pour que cesse toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud. Compte tenu de la politique des puissances occidentales, ce ne sera pas tâche aisée. D'ailleurs, même si les efforts du Conseil aboutissaient, l'Afrique du Sud n'abandonnerait pas pour autant son programme nucléaire.

Face à la menace nucléaire que constitue l'Afrique du Sud, il est donc important de rallier des appuis à la proposition tendant à rendre obligatoires des sanctions d'ordre économique et autre.

Enfin, à mesure que grandit la menace que fait peser l'Afrique du Sud sur la paix mondiale, il est plus urgent que jamais de détruire le système d'apartheid. Tous ceux qui souhaitent l'avènement de la liberté en Afrique australe et la paix dans le monde doivent donc apporter tout leur soutien au Mouvement de libération.

VI. RESUME DE LA DISCUSSION

A. Capacité et potentiel nucléaires de l'Afrique du Sud

Les experts qui ont participé au séminaire se sont accordés à penser que l'Afrique du Sud possédait une capacité nucléaire à l'heure actuelle. Elle avait probablement quelques dispositifs nucléaires dont elle pourrait faire l'essai, mais grâce aux méthodes de simulation moderne, il n'était pas indispensable de faire exploser des dispositifs expérimentaux.

L'Afrique du Sud avait un grand nombre de scientifiques hautement qualifiés dans le domaine des sciences nucléaires ainsi que d'autres spécialistes et pouvait donc produire des armes nucléaires assez perfectionnées.

Elle pouvait fabriquer un dispositif nucléaire en utilisant soit du plutonium, soit de l'uranium enrichi qu'elle avait pu stocker à l'usine pilote d'enrichissement.

La principale installation nucléaire de l'Afrique du Sud est le réacteur expérimental Safari-I qui a été fourni par les Etats-Unis d'Amérique et est opérationnel depuis 1965. Il a reçu jusqu'ici 104 kilogrammes d'uranium enrichi des Etats-Unis d'Amérique et le combustible irradié a été traité par le passé aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Les Etats-Unis ne fournissent plus d'uranium enrichi depuis plus de deux ans et, à moins que l'Afrique du Sud n'ait d'autres sources d'uranium enrichi - telles que l'usine pilote d'enrichissement de l'uranium - le réacteur Safari-I devrait bientôt être mis hors service. Safari-I est assujéti aux garanties de l'AIEA.

L'autre réacteur dont dispose l'Afrique du Sud, Safari-II, consomme peu d'énergie et utilise de l'uranium enrichi à 2 p. 100 qui provient des Etats-Unis : le taux d'enrichissement de l'uranium destiné à cette usine serait trop bas pour permettre la fabrication d'armes nucléaires.

L'usine pilote d'enrichissement de l'uranium qui fonctionne en Afrique du Sud depuis 1975 est secrète. Elle n'est pas soumise à des inspections de l'AIEA ni à aucune autre forme de contrôle international. Cette usine peut enrichir l'uranium naturel et permettre ainsi à l'Afrique du Sud de n'être plus tributaire des Etats-Unis. Bien que jusqu'ici la construction d'une usine d'enrichissement à l'échelle commerciale n'ait pas été annoncée officiellement, il est probable que l'usine pilote qui existe actuellement sera elle-même constamment agrandie de façon à accroître la quantité d'uranium enrichi produite en Afrique du Sud.

Les réacteurs nucléaires de Koeberg que construisent actuellement des sociétés françaises pourraient en théorie produire 400 kilogrammes par an, ce qui suffirait à fabriquer chaque semaine une bombe du type de celle qui fut lancée à Nagasaki. Les Etats-Unis se sont engagés par contrat à fournir l'uranium enrichi destiné à cette installation à partir de 1981.

Il ne fait pas de doute que l'Afrique du Sud possède les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour construire son propre dispositif nucléaire et pourrait utiliser comme matière nucléaire soit de l'uranium enrichi, soit

du plutonium. Il est bien plus aisé de fabriquer une bombe au plutonium car les études et le matériel sont plus faciles à obtenir et la puissance probable de la bombe peut être prévue avec plus de certitude. L'Afrique du Sud pourrait avoir détourné du plutonium destiné à Safari-I ou même avoir construit secrètement son propre réacteur pour produire le plutonium nécessaire aux armes nucléaires. D'autre part, si c'est de l'uranium enrichi qui a été utilisé, il pouvait provenir du combustible destiné à Safari-I, bien que ce procédé eût été facilement détecté ou, plus probablement, il pouvait avoir été produit par l'usine pilote d'enrichissement qui n'est pas assujettie à des garanties.

L'Afrique du Sud peut facilement larguer un dispositif nucléaire à partir de l'un des avions de son armée de l'air et elle a également accès à divers systèmes de fusées et de missiles.

Etant donné la capacité nucléaire importante de l'Afrique du Sud, il ne suffira pas de mettre fin à la collaboration internationale pour l'empêcher de produire des armes nucléaires. Néanmoins, un désengagement effectif peut ralentir le rythme auquel l'Afrique du Sud accroîtra sa capacité.

B. Menace pour la paix internationale et autres dangers

Les participants au séminaire se sont accordés à penser que la menace que fait planer la situation en Afrique du Sud sur la paix et la sécurité internationale s'est considérablement accrue du fait que le régime d'apartheid a maintenant une capacité nucléaire. Si on le laissait poursuivre l'exécution de ses plans dans le domaine nucléaire, accumuler un grand nombre de dispositifs nucléaires et stocker du plutonium et de l'uranium enrichi, la paix internationale serait considérablement menacée, non seulement à l'échelle régionale, mais aussi à l'échelle mondiale.

Il ne s'agissait pas uniquement de la prolifération d'armes nucléaires, mais de l'acquisition d'une capacité nucléaire par un régime raciste qui est illégitime et criminel et qui a usé de violence à l'égard de la grande majorité de son peuple et s'est livré à des actes d'agression répétés contre les Etats limitrophes. La situation était donc unique.

La menace est dirigée d'abord contre les habitants opprimés de l'Afrique du Sud qui constituent la grande majorité de la population du pays. Le régime d'apartheid a développé sa capacité nucléaire pour répondre à la recrudescence de la lutte menée par les mouvements de libération nationale d'Afrique australe contre les régimes racistes et au déclenchement de luttes armées.

A ce propos, l'African National Congress d'Afrique du Sud avait soumis des documents dont il ressortait que le régime prévoyait d'effectuer des explosions dans les régions où la population blanche était peu nombreuse et dans les zones frontalières.

Ensuite, la menace est dirigée contre les Etats de première ligne et, en fait, contre tous les Etats africains qui appuient la lutte de libération.

Enfin, la menace prend des dimensions mondiales surtout si l'Afrique du Sud peut poursuivre ses plans actuels.

L'Afrique du Sud avait non seulement la capacité de fabriquer des armes nucléaires, mais également un système de vecteurs perfectionné. C'était un régime capable de tout, résolu à perpétuer le racisme en recourant à la force, en défiant l'Afrique et le monde entier. Il existe donc un grave danger de chantage nucléaire qui risque d'aboutir à une attaque nucléaire.

Plusieurs participants ont souligné que les gouvernements des pays qui fournissaient une assistance à l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire étaient directement responsables de l'aggravation de la menace contre la paix. Ils ont aussi souligné la responsabilité qui incombait à plusieurs sociétés multinationales qui participaient, directement ou indirectement, aux projets de développement du potentiel nucléaire de l'Afrique du Sud.

Les participants au séminaire ont également examiné toutes les répercussions qu'entraîne le fait que des pays sont tributaires de l'Afrique du Sud pour leur approvisionnement en uranium. Il a été reconnu que la participation de l'Afrique du Sud aux programmes nucléaires des puissances occidentales était principalement imputable, depuis les années 50, au rôle qu'elle jouait en tant que fournisseur d'uranium. Pour continuer à avoir accès à l'uranium sud-africain, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres puissances ont conclu divers accords et contrats avec le régime de Pretoria; leurs relations couvraient la plupart des domaines de recherche-développement nucléaire, et, en fait, l'Afrique du Sud participait ainsi aux programmes à long terme des puissances nucléaires, essentiellement en tant que source d'uranium.

Au fil des ans, l'Afrique du Sud a conclu des contrats à long terme de vente d'uranium à diverses puissances, dont les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et la Belgique. L'expansion des programmes internationaux d'énergie nucléaire est donc tributaire en partie de l'uranium sud-africain et, à mesure que ces programmes s'étendent, cette dépendance s'est également accentuée.

Le rôle que joue l'Afrique du Sud en tant que source d'uranium lui permet aussi de retirer des devises étrangères précieuses de la vente de l'uranium, comme de la vente de l'or. Les devises étrangères que rapporte l'uranium renforcent directement l'économie sud-africaine et permettent au régime de surmonter ses autres graves problèmes de balance des paiements.

Pour accroître encore le rôle de l'Afrique du Sud en tant que fournisseur d'uranium, le régime de Pretoria a amorcé un programme prévoyant l'enrichissement de l'uranium dans le pays même. En collaboration avec Steag et d'autres sociétés de la République fédérale d'Allemagne, elle a installé une usine pilote d'enrichissement de l'uranium en 1975 et a annoncé son intention de construire une usine commerciale de grande échelle.

A l'heure actuelle, aucun pays non doté d'armes nucléaires ne produit son propre uranium enrichi. Les pays qui importent des installations et du matériel nucléaires sont soumis à des contrôles supplémentaires imposés par les fournisseurs d'uranium enrichi. Une fois que l'Afrique du Sud sera capable de fournir de l'uranium enrichi à d'autres pays, non seulement sa puissance économique et politique s'en trouvera renforcée, mais d'autres pays pourront se dérober aux mesures de sécurité actuellement imposées par les fournisseurs d'uranium enrichi.

La fourniture de techniques d'enrichissement à un pays quelconque est extrêmement dangereuse car elle ouvre la voie à la prolifération nucléaire et, dans le cas de l'Afrique du Sud, elle est d'autant plus dangereuse que ce pays possède ses propres sources d'uranium. Si ce pays devient capable d'enrichir son uranium, il sera pratiquement impossible de limiter, de l'extérieur, la quantité d'uranium qu'il enrichira ni d'exercer un contrôle sur ses ventes. Cette situation conférerait à l'Afrique du Sud un atout considérable dans les négociations et créerait une dépendance très grande à l'égard du régime d'apartheid en ce qui concerne un produit hautement stratégique.

En conséquence, plusieurs participants ont estimé qu'il était essentiel de mettre fin à toutes les importations d'uranium en provenance de l'Afrique du Sud, de refuser de fournir à ce pays toutes les techniques d'enrichissement de l'uranium, et de démanteler ses installations d'enrichissement.

C. Nature et ampleur de la collaboration étrangère avec l'Afrique du Sud

1. Introduction

Le séminaire a examiné la thèse suivant laquelle les relations nucléaires de certaines puissances avec l'Afrique du Sud seraient limitées à des domaines soit disant pacifiques qui ne renforceraient pas le potentiel militaire nucléaire du régime de Pretoria. Il a conclu qu'il était pratiquement impossible d'établir une démarcation nette entre les techniques nucléaires destinées à des fins pacifiques et celles destinées à un usage militaire.

Il avait été prouvé à l'évidence que l'Afrique du Sud était dotée d'une puissance et d'un potentiel militaires nucléaires. En 1977, les grandes puissances nucléaires occidentales l'ont priée de ne pas poursuivre son projet d'explosion nucléaire dans le désert de Kalahari. L'Afrique du Sud n'aurait jamais pu atteindre sa capacité nucléaire actuelle sans l'aide considérable qu'elle avait reçue des grandes puissances occidentales dans ce domaine.

Il était très inquiétant de constater que même après que l'Afrique du Sud ait été priée en 1977 de renoncer à faire exploser son dispositif nucléaire, les puissances occidentales n'avaient pas réduit ou mis fin à leur collaboration nucléaire avec le régime de Pretoria. En fait, cette collaboration s'était intensifiée depuis et, en conséquence, la puissance et le potentiel nucléaires de l'Afrique du Sud s'étaient trouvés encore renforcés.

Le séminaire a examiné les rapports sur la collaboration nucléaire de plusieurs pays avec l'Afrique du Sud et a reçu des documents des mouvements de lutte contre l'apartheid sis dans ces pays. Il en ressortait que plusieurs

gouvernements et sociétés multinationales fournissaient une assistance au régime d'apartheid depuis de nombreuses années au mépris total des appels lancés par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et les mouvements de libération nationale et des énormes dangers que ce régime représente pour la paix internationale.

Ainsi, ils avaient traité par le mépris les vœux des Etats africains qui souhaitent ardemment la dénucléarisation du continent.

Malgré le refus du régime d'apartheid d'être partie au traité sur la non-prolifération, ces gouvernements et sociétés avaient continué de façon irréfléchie de lui transférer des techniques et du matériel pour faciliter l'exécution de son programme nucléaire.

Cette collaboration avait été étendue à de nombreux domaines tels que l'assistance fournie pour l'extraction et le traitement de l'uranium, la formation d'un grand nombre de spécialistes sud-africains des sciences nucléaires; les visites de spécialistes des sciences nucléaires en Afrique du Sud; la participation de l'Afrique du Sud à des conférences portant sur les questions nucléaires; le transfert des techniques nucléaires; la fourniture de réacteurs et autre matériel.

En outre, en ce qui concerne la fourniture de capitaux pour le programme nucléaire sud-africain, on avait estimé que l'interruption des investissements et la suppression des prêts à l'Afrique du Sud seraient des mesures essentielles pour freiner l'expansion de la capacité nucléaire sud-africaine. Le régime d'apartheid avait récemment été contraint de retarder ou de réduire ses projets concernant les installations d'enrichissement nucléaires en raison des difficultés qu'il avait à trouver des capitaux.

A cet égard, il était particulièrement intéressant de noter que les gouvernements intéressés s'élevaient obstinément contre une action internationale qui empêcherait l'Afrique du Sud de devenir capable de produire des armes nucléaires. La mobilisation de l'opinion publique dans ces pays et une action diplomatique de tous les Etats épris de paix étaient donc essentielles.

2. Etats-Unis d'Amérique

Le Secrétaire exécutif de l'American Committee on Africa (ACOA), M. George Houser, a déclaré que c'était principalement les Etats-Unis qui avaient créé la capacité nucléaire sud-africaine. Il a rappelé qu'en octobre 1976, M. A. J. A. Roux, président de l'Office sud-africain de l'énergie atomique, avait fait la déclaration suivante :

"Les progrès que nous avons accomplis jusqu'ici sont dans une large mesure imputables à la formation et à l'assistance si aimablement fournies par les Etats-Unis d'Amérique..."

Maintenant qu'il apparaissait clairement que l'Afrique du Sud a acquis des techniques nucléaires de pointe, il était compréhensible que le Gouvernement des Etats-Unis se montre très désireux d'exercer un certain "contrôle" sur le programme nucléaire sud-africain.

Les relations des Etats-Unis avec l'Afrique du Sud dans ce domaine dataient du début des années 50 au moment où ils avaient acheté de l'uranium sud-africain. Ce commerce était poursuivi jusqu'en 1965, date à laquelle les Etats-Unis n'avaient plus eu besoin d'uranium étranger. A cette époque, le gouvernement collaborait avec des intérêts commerciaux pour aider l'Afrique du Sud à réaliser son propre programme. En 1977, au moins 155 scientifiques sud-africains avaient visité des installations nucléaires américaines et plus de 90 avaient travaillé aux Etats-Unis.

Le 8 juillet 1957, les Etats-Unis avaient signé avec le Gouvernement sud-africain un accord de coopération dans le domaine du développement nucléaire jusqu'à l'an 2007. Curieusement, cet accord avait été désigné sous le nom de "Atomes pour la paix" par le Gouvernement Eisenhower. Aujourd'hui, l'une des préoccupations essentielles du Gouvernement des Etats-Unis était de recevoir de l'Afrique du Sud des garanties que son potentiel nucléaire serait utilisé à des fins "pacifiques".

En 1961, Allis Chalmers avait passé un contrat pour la construction du premier réacteur nucléaire sud-africain, le Safari-I, à Pelindaba. Huit organismes de recherche des Etats-Unis (Laboratoire Argonne, Laboratoires nationaux de Brookhaven et d'Oakridge, l'Université de Rochester, l'Université de l'Illinois, l'Université de New York, l'Institut de technologie du Massachusetts et le Centre de recherche de Reno) avaient participé à cette opération qui s'était achevée en 1965.

En 1963, la Foxboro International avait expédié deux ordinateurs à Pelindaba ainsi que des techniciens chargés de la formation de Sud-africains blancs. Depuis l'entrée en service du Safari-I, les Etats-Unis avaient fourni plus de 231 livres d'uranium enrichi pour ce réacteur, soit assez pour construire 10 bombes du type utilisé par les Etats-Unis durant la deuxième guerre mondiale.

Grâce à la formation que les scientifiques sud-africains avaient reçue aux Etats-Unis et à l'exploitation du réacteur de recherche à Pelindaba, les Sud-Africains ont pu construire un deuxième réacteur, le "Pelindaba Zero", au même endroit. Or, ce deuxième réacteur étant un projet autochtone, il n'était soumis à aucun contrôle de l'AIEA.

L'African National Congress d'Afrique du Sud et le Mouvement anti-apartheid de la République fédérale d'Allemagne avaient révélé que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne avait largement aidé l'Afrique du Sud à développer sa capacité d'enrichissement. Toutefois, les Etats-Unis avaient également fourni du matériel nucléaire essentiel pour la construction d'une usine d'enrichissement à Valindaba. D'après les renseignements fournis dans le rapport, celui-ci comprenait notamment du matériel de précision de Federal Products (Providence); du matériel de mesure des isotopes Varian MAR; des systèmes de ventilation et de refroidissement de la SWF Gustava-Rau, filiale d'ITT; et probablement du matériel électronique Honeywell, Leeds et Northrup.

L'Afrique du Sud avait également projeté de construire une grande usine d'enrichissement ou d'agrandir l'usine pilote afin de pouvoir fonctionner à plein rendement d'ici 1985. L'Afrique du Sud rivaliserait ainsi avec les Etats-Unis pour devenir le premier exportateur d'uranium.

/...

En novembre 1978, l'Energy Policy Information Center de Boston avait révélé que quatre entreprises de services publics de la Nouvelle-Angleterre avaient cherché à acheter 9,2 millions de livres d'uranium sud-africain, pour 460 millions de dollars. Toutefois, les pressions exercées par le Congrès et par l'opinion publique les avait amenés à renoncer à ce projet.

Cet incident illustrait l'importance croissante de l'uranium à l'échelon mondial. Si la consommation actuelle d'uranium était approximativement de 30 000 livres par an, on s'attendait à ce qu'elle passe à 80 000 livres d'ici 1985. On prévoyait que les Etats-Unis assureraient environ 26 p. 100 de leurs besoins en électricité à l'aide de l'énergie nucléaire d'ici 1985, soit une augmentation de 250 p. 100 par rapport à aujourd'hui.

L'industrie de l'uranium pourrait être une source de profits considérables pour le régime d'apartheid sud-africain et risquerait d'avoir un effet profondément néfaste sur les efforts déployés pour mettre fin aux politiques racistes d'apartheid actuellement appliquées dans ce pays.

C'était parce qu'il craignait que cette suite d'événements se produise et aussi parce qu'il avait conscience de la menace nucléaire que représentait l'Afrique du Sud, que l'American Committee on Africa (ACOA) soutenait que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devaient cesser toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, jusqu'à ce que les politiques racistes prennent fin et qu'un véritable gouvernement par la majorité soit constitué. Cet appel s'adressait particulièrement au Gouvernement des Etats-Unis puisqu'il était historiquement le principal collaborateur de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et l'une des parties les plus importantes aux négociations actuellement engagées avec l'Afrique du Sud sur les questions nucléaires.

Le Gouvernement des Etats-Unis prétendait que toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud avait cessé depuis 1976; toutefois, il ne faisait aucun doute que la politique des Etats-Unis était demeurée inchangée depuis l'époque du Président Eisenhower. Si les livraisons d'uranium enrichi avaient soi-disant été interrompues, ce n'était pas pour attirer l'attention sur les politiques d'apartheid sud-africaines, mais plutôt pour inciter l'Afrique du Sud à signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La signature du Traité rétablirait des "relations amicales" avec l'Afrique du Sud et permettrait de poursuivre la politique traditionnelle.

Les deux principaux obstacles s'opposant à l'élimination de l'apartheid compte tenu du renforcement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud étaient : 1) la menace d'armes nucléaires; et 2) le pouvoir de négociation considérable lié à l'uranium dans un monde dépendant. Le Traité sur la non-prolifération sur lequel mettaient actuellement l'accent les Etats-Unis ne visait que le premier de ces obstacles. Le Gouvernement des Etats-Unis faisait valoir qu'il ne devait établir de discrimination à l'encontre d'aucun pays en ce qui concernait la fourniture de combustibles et de techniques nucléaires tendant à faciliter le libre accès de tous les Etats du monde au domaine nucléaire. Il était cependant évident que les Etats-Unis faisaient une discrimination conformément à leurs propres intérêts. Ils n'avaient pas l'intention de fournir aux pays en développement de techniques relatives à l'enrichissement et au retraitement. (Un autre sujet d'inquiétude à cet égard venait de ce que certains pays en développement, désireux d'acquérir des techniques nucléaires, pourraient envisager de s'adresser à l'Afrique du Sud s'ils ne pouvaient pas les obtenir d'autres pays.)

La signature d'un traité ne mettrait pas fin à la possibilité d'une menace nucléaire de la part de l'Afrique du Sud. Ce pays avait déclaré que, s'il était attaqué, aucune règle ne prévaudrait, et notamment aucun traité qu'il pourrait signer.

Si la menace nucléaire était un obstacle au renforcement de la pression internationale sur l'Afrique du Sud pour qu'elle mette fin à l'apartheid, l'obstacle le plus important venait du pouvoir de négociation accru dont l'Afrique du Sud bénéficiait sur le plan international grâce à son uranium.

S'ils ne semblaient pas risquer d'être tributaires dans l'immédiat du minerai d'uranium sud-africain, les Etats-Unis avaient cependant d'importants intérêts dans des industries connexes dont ils étaient maintenant devenus tributaires.

Le cas le plus évident était celui de l'industrie de l'or. Actuellement, la majeure partie de l'uranium sud-africain était obtenu comme sous-produit du minerai d'or. Les investissements étrangers les plus considérables dans l'exploitation des mines d'or sud-africaines venaient de sociétés des Etats-Unis. Les investisseurs des Etats-Unis avaient donc un enjeu considérable dans la situation du marché de l'uranium sud-africain.

Outre leur participation directe aux activités d'exploitation minière de l'Afrique du Sud, les sociétés des Etats-Unis avaient également obtenu des accords de concession. Union Carbide et Utah Mining effectuaient depuis 1973 des activités de prospection dans la province du Cap, près de Beaufort West. Exxon, Newmont Mining et United States Steel avaient également demandé des concessions.

Une société connue des Etats-Unis faisant des prospections en Namibie était O'Kiep Copper Company, filiale de Newmont Mining.

Cette participation complexe et importante dans le domaine des combustibles nucléaires en Afrique du Sud mettait les Etats-Unis et d'autres pays hautement développés dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Cette dépendance accroissait considérablement le pouvoir de négociation de l'Afrique du Sud avec ces pays dans tous les domaines et ce pouvoir semblait augmenter en même temps que l'industrie nucléaire.

C'était précisément en raison de cette dépendance que les Etats-Unis concentraient leur stratégie sur le Traité sur la non-prolifération et cherchaient à éviter tout affrontement avec l'Afrique du Sud. La politique des Etats-Unis tendait à un renouvellement du commerce, non aux fins d'un accroissement de leur influence sur l'Afrique du Sud mais en vue d'une dépendance accrue ou d'une interdépendance.

La position prise par les Etats-Unis à l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud était révélatrice. Les Etats-Unis s'opposaient aux recommandations visant à mettre fin à toute coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud et ne favorisaient que les efforts tendant à empêcher l'Afrique du Sud de se doter d'armes nucléaires.

M. Houser a suggéré quatre types de mesures que les Etats-Unis et la communauté internationale pourraient prendre pour faire face sérieusement au renforcement de l'arsenal nucléaire de l'Afrique du Sud : a) cesser de tellement viser à convaincre l'Afrique du Sud de signer le Traité sur la non-prolifération; b) anéantir le pouvoir de négociation de l'Afrique du Sud en cessant la coopération sur le plan technique et en mettant fin à la dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud sur le plan commercial; c) établir des sanctions économiques strictes; et d) mettre fin à l'emprise de l'Afrique du Sud sur la Namibie.

3. Royaume-Uni

Le représentant du British Anti-Apartheid Movement, M. Michael Terry, a déclaré que les critiques soulevées par les liens entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire visaient d'ordinaire la participation du Royaume-Uni aux installations d'uranium de Rossing. Pratiquement, cependant, le Royaume-Uni avait joué un rôle beaucoup plus important qu'on ne s'accordait généralement à reconnaître dans le développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

La coopération du Royaume-Uni avec l'Afrique du Sud dans le domaine de l'extraction d'uranium remontait à la période qui avait immédiatement suivi la seconde guerre mondiale. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis avaient formé un organisme commun d'achat d'uranium, la Combined Development Agency (CDA), qui avait bientôt envisagé les possibilités d'extraire de l'uranium des mines d'or du Rand. Le 23 novembre 1950, la CDA avait conclu un accord avec la South African Atomic Energy (SAAEB) pour développer la production d'uranium dans quatre gisements miniers. Les activités de la CDA ont cependant dépassé de loin le rôle d'un simple acheteur d'uranium. Dans le cadre d'un accord conclu entre la CDA

et la SAAEB, des emprunts, d'un montant total estimé à 66 millions de rands, ont été lancés au Royaume-Uni et aux Etats-Unis pour couvrir les investissements initiaux d'usines de production d'oxyde d'uranium. En contrepartie, la CDA était le seul acheteur de l'oxyde d'uranium sud-africain. Durant les années 1950, la CDA a accru sa participation : la production d'uranium a été étendue à 27 gisements miniers, 17 usines d'extraction d'oxyde d'uranium ont été construites et neuf usines d'acide sulphurique destinées à fournir l'acide nécessaire au processus d'extraction ont été créées.

La production d'oxyde d'uranium, qui était nulle en 1950 a atteint 6 400 tonnes en 1959.

L'industrie sud-africaine d'extraction d'uranium a été, dans sa phase initiale essentielle tout au moins, entièrement financée par des capitaux britanniques et américains. Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont également beaucoup contribué à permettre directement à l'Afrique du Sud de perfectionner ses capacités d'extraction et de traitement.

L'accord de coopération signé en 1957 entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins civiles comprenait la fourniture d'uranium enrichi des Etats-Unis pour Safari-I. C'est cependant la United Kingdom Atomic Energy Authority (UKAEA) qui a été chargée au premier chef de produire à Harwell les éléments combustibles de l'uranium enrichi. Selon les chiffres publiés aux Etats-Unis d'octobre 1967 à avril 1975, la UKAEA a fourni 62 075 kg de U-235.

L'échange d'experts des sciences nucléaires a été un des traits caractéristique des relations entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud durant le renforcement de la capacité nucléaire de ce dernier pays. Dès 1955, à la première Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, tenue à Genève, un des principaux membres de la délégation sud-africaine, M. B. F. J. Schonland, a été affecté à l'Atomic Energy Research Establishment à Harwell. Des physiciens nucléaires formés au Royaume-Uni sont aujourd'hui à la tête de la SAAEB et le chef du programme d'énergie nucléaire de l'Electricity Supply Commission, M. John Colley, appartenait auparavant à l'UKAEA. C'est grâce à cet échange officieux de personnel que l'Afrique du Sud a pu acquérir un savoir-faire et des connaissances spécialisées appréciables.

Au cours de la mise au point du programme nucléaire de l'Afrique du Sud, des contacts ont été maintenus au plus haut niveau sous les gouvernements travaillistes et conservateurs. En août 1965, par exemple, lorsque le réacteur Pelindaba est devenu opérationnel, sir William Penney, président de l'UKAEA, s'est rendu en Afrique du Sud pour son inauguration officielle. En novembre 1970, le Président actuel de l'UKAEA, sir John Hill, se trouvait en Afrique du Sud pour inspecter les projets nucléaires. En juin 1971, la presse britannique a rendu compte d'une visite au Royaume-Uni qu'avait rendue à son tour le Président de la SAAEB, M. Roux. Au cours de cette visite, M. Roux est notamment allé voir le réacteur surrégénérateur rapide à Dounreay. Il est à noter que cette visite a coïncidé

avec le voyage au Royaume-Uni du Ministre sud-africain de défense de l'époque, M. P. W. Botha, venu acheter des armements. M. Roux a été reçu au plus haut niveau et ses guides officiels ont été sir John Hill et l'expert en matière d'estimation de réacteur de l'UKAEA, M. Bainbridge.

Le retour au pouvoir, en 1974, du gouvernement travailliste n'a pas mis fin à ces relations. En novembre de cette année, l'Anti-Apartheid Movement a révélé la visite de deux experts nucléaires de la SAAEB au centre d'énergie atomique de Risley. Au cours de la controverse politique à laquelle a donné lieu cette visite, l'UKAEA a admis l'existence d'un accord commercial officiel entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud en matière nucléaire 1/.

Une coopération beaucoup plus importante a porté sur la fourniture à l'Afrique du Sud de techniques permettant de produire le "Rex", ou hexafluorure d'uranium, qui est le produit final requis avant enrichissement. Durant les années 60, l'UKAEA avait un accord avec la South African Nuclear Fuels Corporation, selon lequel l'UKAEA avait une option préférentielle sur tout le minerai d'uranium destiné à être transformé en hexafluorure. Cependant, les Sud-Africains étaient résolus à mettre au point leur propre processus de transformation en vue d'établir leur propre programme d'enrichissement. En octobre 1970, la presse sud-africaine a signalé que le Gouvernement britannique était sur le point de décider s'il allait ou non fournir la technologie nécessaire à l'Afrique du Sud. Le Gouvernement sud-africain n'a fait aucune déclaration - mais M. Roux a annoncé par la suite le même mois que l'Afrique du Sud allait construire sa propre usine de transformation en collaboration avec des intérêts étrangers.

Le projet Rossing, en Namibie, constitue cependant l'exemple le plus évident de la collaboration directe avec le Royaume-Uni. Le gisement minier lui-même, devenu productif en 1976, est la plus grande exploitation minière de la Namibie - il s'agit d'un grand gisement de minerais à faible teneur en uranium. Le projet résulte d'une collaboration directe entre les autorités sud-africaines, par l'intermédiaire de l'Industrial Development Corporation of South Africa, et la société transnationale Rio Tinto Zinc qui a son siège au Royaume-Uni, détient la plus grande partie du capital de Rossing et est chargée au premier chef de la mise en valeur du gisement minier.

1/ M. Roux avait déclaré, dans un rapport de la SAAEB de 1972, que des accords de coopération existaient avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France. Rien n'indique qu'un terme ait été mis à ces accords. Selon divers articles de presse, la collaboration serait beaucoup plus poussée qu'il ne ressort des communiqués et documents officiels. En 1976, par exemple, le Cape Times a communiqué que l'Afrique du Sud suivait les essais atomiques réalisés par la France dans le Pacifique en collaboration avec les réseaux de surveillance de Harwell et des Etats-Unis.

Le principal contrat de fourniture d'uranium de Rossing a été passé avec la British Nuclear Fuels, Ltd., société semi-publique liée à l'UKAEA, pour la livraison de 7 500 tonnes d'uranium entre 1977 et 1982. Le contrat, approuvé par le Gouvernement britannique, a fait l'objet de protestations qui se poursuivent encore, à la suite en particulier de l'adoption du Décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie sur la protection des ressources naturelles de la Namibie.

Le projet Rossing a permis à l'Afrique du Sud de mettre au point des processus d'extraction plus perfectionnés et plus avancés techniquement pour le traitement de minerai à faible teneur en uranium.

Le Royaume-Uni a contribué de deux autres manières au développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Tout d'abord, grâce au rassemblement de capitaux destinés à financer le programme nucléaire de l'Afrique du Sud. Un exemple spécifique récent a été la participation de la Barclays Bank à un prêt de 600 millions de livres sterling au programme relatif à la centrale nucléaire de Koeberg relevant de la South African Electricity Supply Commission.

Pour réaliser son programme nucléaire, l'Afrique du Sud avait également besoin d'un personnel technique extrêmement divers et, là encore, la Grande-Bretagne lui avait offert des possibilités de recrutement exceptionnelles. Des offres d'emploi destinées à des spécialistes du nucléaire avaient régulièrement paru dans la presse britannique. Il fallait aussi que l'Afrique du Sud dispose de compétences techniques variées pour réaliser ses programmes de construction dans le domaine nucléaire. La société Roberts Construction qui joue un rôle important dans l'industrie de la construction nucléaire a récemment essayé d'organiser une campagne nationale de recrutement dans les universités britanniques, mais elle s'est constamment heurtée à une contre-propagande virulente de la part des militants anti-apartheid.

Le Gouvernement britannique a révélé on ne peut plus clairement sa politique lorsqu'il a choisi de se joindre aux autres pays occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, qui ont opposé leur veto, en octobre 1977, à un projet de résolution demandant qu'il soit mis fin à toutes les formes de collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire.

Le Gouvernement britannique a continué de nier que les relations entre la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire aient une quelconque portée militaire. La Grande-Bretagne a cherché à ramener la question de la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud au problème plus général de la prolifération des armes nucléaires. M. David Owen, ministre des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth, a déclaré en novembre 1978 : "Le Royaume-Uni et les Etats-Unis continueront de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour persuader l'Afrique du Sud de signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et d'accepter les garanties internationales en ce qui concerne toutes ses installations nucléaires. Ce serait pour l'Afrique du Sud le meilleur moyen de dissiper tous les soupçons qui pèsent sur ses intentions en matière nucléaire".

Cette politique permet à la Grande-Bretagne de poursuivre en toute quiétude sa collaboration avec l'Afrique du Sud dans ce domaine, sans s'interroger sur les conséquences de cette collaboration.

Il faut donc, en Grande-Bretagne, mieux faire connaître les liens qui existent entre l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni, organiser des campagnes plus virulentes et mieux faire comprendre l'importance de cette question. Il faudrait exiger du Gouvernement britannique qu'il prenne des mesures au niveau national, et notamment,

a) Qu'il interdise toute importation d'uranium en provenance d'Afrique du Sud et de Namibie;

b) Qu'il dénonce tous les accords existant entre la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire;

c) Qu'il adopte des dispositions législatives visant à empêcher les citoyens britanniques de travailler dans des installations nucléaires en Afrique du Sud;

d) Qu'il mette fin à tous échanges de "savoir-faire" technique dans le domaine nucléaire, tous échanges d'étudiants, etc.;

e) Qu'il adopte des mesures visant à interdire toute autre forme de collaboration avec l'Afrique du Sud qui permettrait à cette dernière d'accroître sa capacité et son potentiel nucléaires, y compris la fourniture de capitaux.

4. France

Le représentant du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), M. Albert Levy, a décrit la nature et l'ampleur des relations entre la France et l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et, en particulier, le rôle de la France dans la construction d'une centrale nucléaire à Koeberg.

Le 29 mai 1976, un accord a été signé entre la France et l'Afrique du Sud concernant un projet de construction d'une centrale nucléaire à Koeberg, accord qui a été généralement condamné au niveau international. Le contrat, estimé à 6 à 8 milliards de francs, a été signé, pour l'Afrique du Sud, par l'Electricity Supply Commission (ESCOM) et, pour la France, par trois sociétés françaises (Framatome, SPIE-Batignolles et Alsthom).

La décision du régime d'apartheid d'entreprendre la construction de la centrale nucléaire de Koeberg s'expliquait principalement par la vulnérabilité de l'Afrique du Sud dans le domaine énergétique. En raison de la menace de sanctions qui pèse sur l'Afrique du Sud, M. B. J. Vorster, premier ministre à l'époque, avait annoncé qu'elle remplacerait progressivement le pétrole, comme source d'énergie, par d'autres sources. L'Afrique du Sud s'est constitué d'énormes réserves de pétrole, elle a accru sa production d'électricité d'origine hydraulique et, en 1974, a décidé de lancer un programme d'énergie nucléaire.

Les relations entre la France et l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire sont en fait antérieures à l'accord de Koeberg. La France avait déjà fourni du matériel pour la réalisation du programme de recherche SAFARI-I et, en 1966, avait envoyé des techniciens pour aider à réaliser ce projet. En 1963, la société française Sodetec, qui participe au programme d'armement nucléaire de la France, a ouvert une succursale à Johannesburg. D'autres sociétés françaises ont également fourni du matériel nucléaire à l'Afrique du Sud, notamment celles qui ont par la suite obtenu le contrat de construction de la centrale de Koeberg.

En outre, des sociétés françaises participent activement à des activités de prospection et d'extraction d'uranium tant en Afrique du Sud qu'en Namibie. En 1977, un contrat de 10 ans concernant la fourniture d'uranium à la France a été signé entre la France et l'Afrique du Sud.

La France est aussi directement engagée dans l'exécution du projet de production d'uranium de Rossing, en Namibie. Un groupe français, Minatome, regroupant CFP-Total et PUK, détient 10 p. 100 des parts de la société minière. La compagnie aérienne française UTA transporte chaque semaine une cargaison d'uranium de Windhoek en France.

M. Levy a déclaré que cette collaboration dans le domaine nucléaire devait être envisagée dans le contexte du rôle central joué par la France en ce qui concerne la fourniture de matériel militaire à l'Afrique du Sud de 1963 à 1977, et du renforcement considérable des relations économiques entre la France et l'Afrique du Sud. Un consortium bancaire français, à la tête duquel on trouvait une banque nationalisée, le Crédit lyonnais, fournissait 85 p. 100 des capitaux nécessaires à la réalisation du projet nucléaire de Koeberg.

D'après M. Levy, il serait souhaitable que l'opinion publique mondiale soit constamment informée des crimes quotidiens du régime d'apartheid. Dans les pays qui continuent d'aider l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, des campagnes devraient être organisées pour que soient créées des commissions d'enquête parlementaires ou extra-parlementaires, qui seraient chargées de dénoncer la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud. L'Organisation des Nations Unies devrait entreprendre une enquête similaire et le Centre contre l'apartheid devrait publier toutes les informations disponibles. Des campagnes devraient être organisées en faveur de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'un boycottage strict de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire. Dans les pays de la Communauté économique européenne, une campagne devrait être organisée à l'occasion des élections prochaines au Parlement européen, afin d'alerter l'opinion publique sur cette grave question.

5. République fédérale d'Allemagne

M. Wolf Geissler, représentant du Mouvement anti-apartheid de la République fédérale d'Allemagne, a dit que les projets nucléaires de l'Afrique du Sud ne se justifiaient pas sur le plan économique. L'usine d'enrichissement, centre de l'activité nucléaire sud-africaine, ne pouvait s'expliquer que par des ambitions militaires; c'était sciemment que l'on avait fourni de l'aide à l'Afrique du Sud.

L'Allemagne de l'Ouest jouait un rôle particulier quant au programme nucléaire sud-africain : elle collaborait avec l'Afrique du Sud parce qu'elle voulait elle-même fabriquer des armes nucléaires; or, cette volonté, les pays de l'OTAN la partageaient désormais.

Il existait un accord culturel entre l'Allemagne fédérale et l'Afrique du Sud, prévoyant notamment des échanges bilatéraux de personnel scientifique. Les réacteurs Safari-I et II avaient été construits avec la collaboration de deux sociétés ouest-allemandes : Krupp et BBC.

En 1978, une Conférence internationale sur la technologie nucléaire avait eu lieu en Afrique du Sud. Des 165 participants, 77 venaient d'Allemagne fédérale, 25 des Etats-Unis, 10 d'Afrique du Sud et le reste des pays suivants : Japon, France, Israël, Roumanie, Suède, Royaume-Uni, Espagne et Brésil. L'importante participation de l'Allemagne fédérale était la preuve d'un intérêt particulier pour le développement nucléaire de l'Afrique du Sud.

La société ouest-allemande STEAG avait servi d'agent technique à l'UCOR pour la construction de l'usine pilote d'enrichissement de l'uranium. Aujourd'hui encore, des éléments destinés à cette usine étaient livrés à l'Afrique du Sud; pourtant, le Gouvernement de la République fédérale le niait dans une brochure intitulée "Réalités et imaginations".

C'est ainsi que la société allemande GHHMAN livrait des compresseurs, appareils de précision figurant sur la liste du matériel nucléaire faisant l'objet d'un embargo international. Il était dit dans la brochure en question que, pour des raisons techniques, la société susmentionnée ne serait pas en mesure de livrer ces compresseurs à l'Afrique du Sud; or il était stipulé dans le contrat de la STEAG que ces éléments seraient bien livrés. Siemens et Messerschmidt livraient de leur côté des éléments séparateurs, d'importance capitale pour l'usine et que l'Afrique du Sud ne pouvait produire. Il ressortait d'une déclaration écrite du procureur de la ville où sont fabriqués ces éléments que ceux-ci étaient destinés à l'Afrique du Sud. Le gouvernement avait fait savoir que, dans cette déclaration, le procureur ne visait pas ce type d'éléments précis, mais on pouvait prouver que tel n'était pas le cas. On pouvait citer par ailleurs, entre autres éléments livrés par différentes compagnies : des vannes de détente, des systèmes de refroidissement et des appareils de mesure de la concentration des isotopes.

M. Geissler a proposé, en vue d'un boycottage, de préparer à l'intention de l'Organisation de l'unité africaine une liste des sociétés ouest-allemandes en cause. D'ailleurs, la collaboration des sociétés ouest-allemandes portait non seulement sur l'usine de séparation elle-même, mais sur toutes les activités chimiques et industrielles du domaine nucléaire : extraction de l'uranium, conversion, production d'électricité, produits chimiques, etc.

6. Pays-Bas

Le rapport du Beweging anti-apartheid des Pays-Bas a été présenté par M. Fim Juffermans, qui a rendu compte de l'essai de participation néerlandaise au projet nucléaire de l'ESCOM, à Koeberg. En 1974, un groupe néerlandais, composé des sociétés suivantes : RSV (matériel de chantiers navals), Bredero (construction) et Comprimo (bureaux d'études techniques), en association avec la General Electric (Etats-Unis) et la Brown-Boveri (Suisse) avait déposé une soumission auprès de l'ESCOM. D'autres soumissions avaient été présentées par la Kraftwerk Union (République fédérale d'Allemagne), qui a des liens d'affaires avec Murray and Stewart, en Afrique du Sud, et Framatome (société française, alliée à des firmes américaines).

Selon des sources sud-africaines, le complexe néerlandais-américain-suisse aurait dû emporter l'adjudication. En 1975-1976, les sociétés néerlandaises intéressées étaient intervenues au parlement pour réclamer les licences d'exportation nécessaires et des garanties financières, arguant que ce contrat ferait beaucoup pour réduire le chômage aux Pays-Bas.

A la suite d'importantes protestations de plusieurs groupes de pression qui s'opposaient à la coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud, les sociétés en question avaient décidé de ne pas collaborer à la construction des chaudières nucléaires. Le Gouvernement néerlandais avait remis à plus tard de décider s'il convenait de prévoir un dispositif de financement à l'exportation. En juin 1975, l'ESCOM avait adjugé le contrat à Framatome et les sociétés néerlandaises avaient rendu le gouvernement responsable de cette issue. En droit néerlandais, il était clair que, si le contrat était revenu aux firmes des Pays-Bas et à leurs associés, il aurait fallu une licence d'exportation pour acheminer le matériel vers l'Afrique du Sud.

Par l'intermédiaire de l'Urenco, les Pays-Bas ont des liens avec certaines sociétés ouest-allemandes qui ont des intérêts dans la mine d'uranium de Rossing (Namibie). De ce fait, les sociétés allemandes en question recevront après 1980 de l'uranium namibien, qui serait enrichi à Almelo.

Le 14 novembre 1978, quatre organisations néerlandaises de lutte contre l'apartheid ont écrit aux autorités gouvernementales pour protester contre le fait que le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale avaient des intérêts dans l'industrie de l'uranium en Namibie et que l'uranium extrait devait être enrichi dans les usines de l'Urenco. Ces organisations ont fait valoir que tout contrat portant sur de l'uranium devant être approuvé par l'Euratom, il incombait au Gouvernement néerlandais d'insister auprès du Conseil des ministres de la Communauté pour que soient résiliés tous les contrats relatifs à l'uranium namibien. En outre, elles estimaient que le Traité de l'Urenco devait être révisé de manière à éviter que la clause faisant obligation à l'Urenco d'accepter l'uranium qui lui était offert pour l'enrichir dans les usines des pays membres puisse entrer en conflit avec les obligations et responsabilités internationales des gouvernements.

Des questions ayant été posées par des membres du Parlement et à la suite de la visite en novembre 1978 d'une délégation de la SWAPO, le Gouvernement néerlandais avait promis de procéder à une enquête approfondie sur la question de l'enrichissement d'uranium namibien par l'Urenco. L'enquête n'est pas encore achevée.

/...

En janvier 1975, M. G. F. de Vries, membre du South African Atomic Energy Board, s'était rendu aux Pays-Bas dans le cadre d'un voyage ayant pour objet une étude approfondie des établissements de recherche nucléaire européens.

La même année, le Pr Kistemaker, l'un des inventeurs du procédé d'enrichissement de l'uranium par ultra-centrifugation, s'était rendu en Afrique du Sud dans le cadre de l'accord culturel entre les Pays-Bas et l'Afrique du Sud qui doit être abrogé sous peu.

Des visites de ce type avaient également eu lieu pendant d'autres années.

Plus récemment, le Pr Endt du laboratoire de physique nucléaire de l'Université d'Utrecht ayant été invité à se rendre à un congrès nucléaire à Johannesburg, les étudiants de l'Université avaient organisé des manifestations contre cette visite et le Pr Endt avait décidé de l'annuler.

Le 21 août 1978, le Pr Lemmer de l'Université de Witwatersrand devant se rendre à l'Institut Kernfysich Versneller de l'Université de Groningen, les étudiants avaient organisé d'importantes campagnes de protestation contre cette visite.

Le 1er décembre 1978, Jan Smit, professeur de l'Université Potchefstroom, était arrivé au laboratoire de physique nucléaire de l'Université d'Utrecht pour un séjour d'études de six mois. Les étudiants avaient organisé une campagne de protestation pour mettre fin aux échanges de spécialistes de physique nucléaire entre cette université et les institutions sud-africaines. Cette campagne se poursuit encore.

L'énergie nucléaire en général suscitant des controverses considérables aux Pays-Bas et les relations dans le domaine nucléaire avec l'Afrique du Sud constituant l'une des formes les plus dangereuses de collaboration nucléaire, on pouvait s'attendre à ce qu'une action de grande envergure dans ce domaine soit organisée sous peu.

7. Autres pays

Le Séminaire a brièvement pris acte des renseignements concernant la collaboration dans le domaine nucléaire entre l'Afrique du Sud et d'autres pays, en particulier la Belgique, Israël, le Japon et la Suisse.

Il a noté qu'une société belge avait signé récemment un contrat à long terme portant sur l'achat d'uranium sud-africain et que le gouvernement avait accepté de le garantir.

Israël avait maintes fois nié collaborer dans le domaine nucléaire avec l'Afrique du Sud, mais il y avait des preuves de cette collaboration, surtout sur le plan scientifique.

Le Japon était l'un des principaux acheteurs d'uranium sud-africain.

La Suisse, qui était l'un des soumissionnaires pour le contrat relatif à la fourniture de réacteurs à l'usine de Koeberg, avait continué à collaborer avec l'Afrique du Sud dans tous les domaines.

D. Question des garanties

Le Séminaire a tenu des débats prolongés sur la question des garanties.

On a constaté que cette question comportait trois aspects qui se rapportaient directement à la capacité et au potentiel nucléaires de l'Afrique du Sud :

a) Le système d'inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui est un système de détection visant à empêcher que l'uranium destiné à des fins pacifiques ne soit détourné vers la mise au point d'armes nucléaires. A l'heure actuelle, les garanties de l'AIEA s'appliquaient au réacteur Safari-I ainsi qu'aux deux réacteurs français qui devaient recevoir leur premier combustible en 1981. L'AIEA elle-même n'était qu'une institution technique et, pour que son système de garanties soit appliqué, il était indispensable que les fournisseurs d'équipement et de combustible nucléaires puissent l'imposer et que le pays responsable de l'usine l'accepte.

b) Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que l'Afrique du Sud n'avait pas signé.

c) La facilité avec laquelle l'Afrique du Sud avait pu, pendant plus de 20 ans, acquérir une formation et des connaissances scientifiques, et obtenir des grandes puissances occidentales une collaboration étendue dans le domaine nucléaire, à tous les niveaux, notamment en ce qui concerne le transfert de techniques et de matériel extrêmement délicats, en dépit du fait que cette collaboration risquait de permettre à l'Afrique du Sud de mettre au point ses propres dispositifs explosifs nucléaires. Ce danger était particulièrement aggravé par la construction en Afrique du Sud d'une usine d'enrichissement de l'uranium, dont l'emplacement était secret et qui n'était pas assujettie aux garanties de l'AIEA ni à d'autres garanties.

Le Séminaire a examiné les démarches effectuées par les grandes puissances occidentales pour persuader l'Afrique du Sud d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et de nombreux participants se sont déclarés préoccupés par le fait que l'Afrique du Sud serait alors en droit de prétendre à certains privilèges, surtout en ce qui concerne la fourniture de matières et de techniques nucléaires et de renseignements portant sur ce domaine. La collaboration des puissances occidentales avec l'Afrique du Sud risquait de se poursuivre et de s'en trouver renforcée. On a également fait valoir que les puissances occidentales avaient l'intention de fournir des garanties de sécurité et autres à l'Afrique du Sud en échange de son adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

A cet égard, le représentant de l'African National Congress de l'Afrique du Sud a déclaré que l'ANC rejetait toute proposition tendant à faire signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires par l'Afrique du Sud. Au contraire, il ne fallait ménager aucun effort pour mettre fin à la collaboration nucléaire dans tous les domaines avec le régime de Pretoria (voir le résumé de la déclaration de l'ANC à la section G ci-après).

D'autre part, on a également fait valoir qu'il ne fallait pas dissuader l'Afrique du Sud d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Même s'il n'était pas à toute épreuve, ce système permettrait de réduire les risques pendant les dix années à venir.

Le représentant de l'AIEA a fait remarquer que, pour que le système de garanties de l'AIEA puisse fonctionner, il fallait que ces garanties soient complètes ou que les Etats adhèrent au Traité sur la non-prolifération; un système de garanties international pouvait diminuer les risques et il valait donc mieux qu'il en existe un même s'il n'était pas totalement efficace.

De l'avis d'un autre expert participant, il n'était pas constructif d'exclure, dans le cas de l'Afrique du Sud, du système de garanties ou d'empêcher ce pays d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Bien qu'il fût impossible d'établir un contrôle complet, il fallait reconnaître que la situation deviendrait très grave lorsque l'Afrique du Sud mettrait en exploitation les deux réacteurs français : si certaines mesures de contrôle étaient appliquées, le danger pourrait être considérablement réduit.

Un autre expert participant a mis l'accent sur les pratiques discriminatoires suivies par certaines puissances qui favorisent souvent des pays qui ne sont pas parties au Traité sur la non-prolifération au détriment de pays qui y sont parties et a affirmé que l'Afrique du Sud en était un bon exemple. En effet, ce pays n'avait pas signé le Traité, il tenait son usine d'enrichissement de l'uranium à l'écart du système de garanties internationales et bénéficiait néanmoins d'une assistance nucléaire d'une ampleur pratiquement sans précédent.

Le Séminaire a reconnu que le rôle de l'Afrique du Sud en tant que principale source d'uranium facilitait son importante collaboration dans le domaine nucléaire avec des pays qui ne possédaient pas eux-mêmes de ressources en uranium. Cette constatation s'appliquait surtout à plusieurs puissances d'Europe occidentale qui avaient conclu des contrats d'approvisionnement en uranium à long terme avec l'Afrique du Sud.

A propos de ce rôle particulier de l'Afrique du Sud, il fallait également mentionner le fait que les Etats-Unis d'Amérique, en tant que source principale d'uranium enrichi pour les pays occidentaux, imposaient des contrôles rigoureux afin d'empêcher la prolifération des armes nucléaires. Or, les puissances d'Europe occidentale et d'autres pays pouvaient échapper à ces contrôles à condition de se procurer l'uranium enrichi auprès d'une autre source. C'était dans cette perspective qu'il fallait considérer la mise en place de l'usine d'enrichissement de l'uranium de l'Afrique du Sud, de même que l'assistance extérieure massive dont elle bénéficiait.

La question devenait encore plus complexe si on l'examinait en tenant compte des exportations de réacteurs à divers pays qui refusaient d'accepter les dispositions des garanties. En pareils cas, par exemple, les fournisseurs de réacteurs d'Europe occidentale pouvaient importer, pour leurs propres centrales nucléaires, de l'uranium enrichi des Etats-Unis, du Canada ou d'Australie, pays qui exigeaient des garanties, et utiliser l'uranium sud-africain pour les réacteurs qu'ils exportaient vers les pays qui refusaient de donner des garanties. Le fait que l'Afrique du Sud pouvait vendre son uranium enrichi à ces pays avait été déterminant dans sa décision de construire l'usine d'enrichissement.

A ce sujet, il était significatif que, compte tenu du grand danger qu'il y avait à fournir à l'Afrique du Sud les moyens de construire sa propre usine d'enrichissement, les puissances qui avaient directement participé au transfert des techniques et du matériel nécessaires n'avaient pas appliqué des garanties complètes. C'était notamment le cas de la République fédérale d'Allemagne.

Dans sa résolution 418 du 4 novembre 1977, le Conseil de sécurité a clairement décidé que "tous les Etats doivent s'abstenir de toute coopération avec l'Afrique du Sud concernant la fabrication et l'élaboration d'armes nucléaires". Dans le cas précis de l'Afrique du Sud, il était évident que toute collaboration nucléaire, même à des fins pacifiques, donnerait à l'Afrique du Sud des moyens importants qui lui permettraient de mettre au point des dispositifs explosifs nucléaires; il fallait donc mettre fin à toute collaboration dans ce domaine. Malgré cette décision obligatoire du Conseil de sécurité, ni la République fédérale d'Allemagne, ni la France n'avaient imposé de garanties complètes à l'Afrique du Sud, ce qui constituait le minimum absolu requis.

L'acquisition d'une usine et de techniques d'enrichissement par l'Afrique du Sud aggravait considérablement les risques de prolifération, tout en donnant au régime de Pretoria un important pouvoir de négociation qui ne pouvait que rendre l'Afrique du Sud encore plus assurée et plus agressive dans son mépris de la communauté mondiale.

En outre, doté de la capacité de produire ses propres matières fissiles sans aucun contrôle, ce pays pouvait mettre au point des dispositifs explosifs nucléaires à un rythme alarmant et, partant, aggraver considérablement la menace directe qu'il faisait peser sur les Etats africains voisins et sur le reste du monde.

E. Déclaration faite par des hommes de science et des experts

Les scientifiques assistant au Séminaire ont souligné la nécessité d'alerter les milieux scientifiques mondiaux au sujet des conséquences des plans nucléaires de l'Afrique du Sud et ont fait la déclaration commune suivante :

"Nous adressons un appel aux hommes de science et aux ingénieurs pour qu'ils reconnaissent qu'ils ont la responsabilité de refuser aux hommes de science et aux ingénieurs de l'Afrique du Sud, pour autant que cela est en leur pouvoir, la possibilité d'acquérir de nouvelles techniques ou informations scientifiques pouvant aider l'Afrique du Sud à développer sa capacité militaire nucléaire ou autre. Nous reconnaissons les traditions de la coopération internationale dans le domaine scientifique; néanmoins la menace que pose pour la paix mondiale l'acquisition d'armes nucléaires par le régime raciste de l'Afrique du Sud est si grave qu'il faudrait mettre en quarantaine les hommes de science et les ingénieurs sud-africains s'occupant de quelque façon que ce soit du développement d'une capacité nucléaire, tout comme avant la deuxième guerre mondiale de nombreux hommes de science opposés au fascisme ont refusé de respecter la tradition dans le cas de la coopération internationale avec les hommes de science nazis."

F. Propositions faites par les mouvements de lutte contre l'apartheid

Les mouvements de lutte contre l'apartheid ont fait au Séminaire les propositions suivantes "dans le cadre de leur appui à la lutte pour la libération de l'Afrique australe et en étant conscients que les activités de l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et toute collaboration avec l'Afrique du Sud dans ce domaine constituent une grave menace pour la paix mondiale" :

"1. L'Organisation des Nations Unies devrait prendre des mesures obligatoires soit en élargissant l'embargo obligatoire sur les armes, soit par d'autres moyens visant à interdire toute coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud. De telles mesures devraient garantir que la livraison à l'Afrique du Sud et par l'Afrique du Sud de matières ou techniques nucléaires serait interdite.

2. Tous les pays devraient être tenus de déclarer illégal le fait pour leurs ressortissants de travailler en Afrique du Sud ou pour les Sud-Africains de travailler dans leur pays à ce qui touche les questions nucléaires afin que les visites soient interdites, que le recrutement cesse et que les échanges et la formation de personnel prennent fin.

3. Des mesures devraient être prises afin d'empêcher l'échange de renseignements et de connaissances techniques, par exemple, en excluant l'Afrique du Sud des conférences internationales et en empêchant la participation à de telles conférences en Afrique du Sud de personnes venues de l'extérieur.

4. Il faudrait mettre fin à tous les accords avec l'Afrique du Sud, y compris les accords sur la surveillance.

5. Il faudrait empêcher l'envoi aux installations nucléaires d'Afrique du Sud de tous les approvisionnements en matériels de tous genres.

/...

6. Il faudrait faire cesser toute assistance financière publique et autre au développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.
7. Il faudrait dénoncer sans réserve la collaboration des gouvernements et des sociétés avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et diffuser le plus largement possible tous les renseignements disponibles sur cette collaboration. L'Organisation des Nations Unies devrait établir une liste des sociétés participant de quelque façon que ce soit au renforcement nucléaire de l'Afrique du Sud. Il faudrait mettre particulièrement en relief le rôle des principales sociétés dans cette collaboration et il faudrait que le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid publie cette liste. Il faudrait obtenir des mouvements de lutte contre l'apartheid de brèves descriptions des principales sociétés qui collaborent avec l'Afrique du Sud et d'autres renseignements pertinents.
8. Il faudrait que l'Organisation des Nations Unies exige des Etats Membres des renseignements sur leurs liens avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire.
9. Il faudrait que l'Organisation des Nations Unies apporte une assistance aux groupes qui luttent contre l'apartheid pour que ceux-ci organisent des enquêtes, des séminaires et des conférences sur la collaboration de leurs pays respectifs avec l'Afrique du Sud. Ces groupes devraient faire de ces enquêtes, séminaires et conférences, un des éléments principaux de leurs activités et insister pour que des enquêtes parlementaires sur cette collaboration aient lieu dans leurs pays respectifs.
10. Il faudrait expulser l'Afrique du Sud de l'Agence internationale de l'énergie atomique."

Les mouvements de lutte contre l'apartheid ont ajouté :

"Bien que nous ne nous jugions pas compétents pour nous prononcer à tout autre égard sur le Traité interdisant la prolifération des armes atomiques, nous rejetons vigoureusement les tentatives faites pour obtenir de l'Afrique du Sud qu'elle signe ce traité puisque nous pensons qu'une telle signature permettrait de justifier une collaboration plus poussée dans ce domaine.

Nous pensons que l'urgence de la situation est telle qu'une mission organisée à un niveau élevé devrait être dépêchée dans les pays collaborant avec l'Afrique du Sud.

Enfin, nous pensons que les objectifs indiqués plus haut et les mesures spécifiques qui ont été proposées ne pourront être réalisés que lorsque l'Afrique du Sud fera l'objet, dans tous les domaines, de sanctions générales obligatoires."

G. Déclarations des mouvements de libération d'Afrique australe

1. South West Africa People's Organization (SWAPO)

M. Peter Hanning, représentant de la SWAPO, a déclaré que l'Afrique du Sud n'avait jamais recherché un règlement international en Namibie, son programme consistant au contraire à essayer, constamment et systématiquement, de mettre en place un régime fantoche qui appliquerait en Namibie la politique qu'elle même voulait y imposer. Il était impératif d'intensifier la lutte contre l'occupation illégale de l'Afrique du Sud et d'accroître la pression internationale afin de mettre fin sans tarder à cette occupation illégale.

L'un des points essentiels, actuellement, était l'application du Décret No 1 relatif à la protection des ressources naturelles de la Namibie, qui non seulement mettrait un terme au pillage de l'uranium et autres ressources de la Namibie, mais obligerait également la plupart des pays occidentaux à préciser leur position à l'égard de l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie.

2. Patriotic Front of Zimbabwe

M. W. Mangwende, représentant du Patriotic Front of Zimbabwe (ZANU), a rappelé que le régime raciste d'Afrique du Sud occupait dans la région une place importante sur le plan géopolitique et qu'il était partie au prétendu "règlement interne" en Rhodésie. Les masses combattantes du Zimbabwe étaient décidées à se libérer, par la lutte armée. Le peuple vaincrait les régimes minoritaires de la région, que ceux-ci disposent ou non d'armes nucléaires.

M. Mangwende s'est félicité de voir la communauté internationale prendre enfin conscience de la menace que présentaient les régimes minoritaires pour la paix et la sécurité internationales. Les actes d'agression barbares dirigés contre le peuple du Zimbabwe et contre ceux qui avaient cherché refuge en Zambie et au Mozambique, ainsi que la destruction impitoyable de vies innocentes et de biens dans ces pays prouvaient sans contredit que ces régimes constituaient une grave menace pour la paix. Il n'était pas besoin de souligner que le régime raciste de l'apartheid en viendrait facilement à employer les armes nucléaires comme dernier recours pour préserver le gouvernement de la minorité dans la région.

M. Mangwende a condamné le régime d'apartheid, qui restait sourd à l'appel de l'Organisation de l'unité africaine, tendant à faire de l'Afrique du Sud une zone dénucléarisée.

3. Pan Africanist Congress of Azania (PAC)

M. Isaac Mafole, représentant du PAC, a déclaré que cette organisation adressait un appel à tous les peuples épris de liberté dans le monde, à toutes les nations et organisations progressistes, à tous les pays du tiers monde et aux travailleurs des nations qui opprimaient et exploitaient, pour qu'ils se joignent au peuple sud-africain dans une action concertée pour dénoncer, condamner énergiquement et combattre les desseins impérialistes des Puissances occidentales qui dotaient l'Afrique du Sud raciste d'armes nucléaires. Jamais ces armes ne

serviraient à des fins pacifiques, elles serviraient seulement à anéantir la majorité africaine autochtone et tous ceux qui s'opposaient au colonialisme de l'apartheid et à son appareil de guerre fasciste.

4. African National Congress of South Africa (ANC)

M. Yeyedwa Zungu, représentant de l'ANC, a déclaré que l'on ne saurait trop souligner que l'Afrique du Sud, du fait même de son orientation politique, constituait une menace pour la paix et la sécurité internationale. Mais cette menace était devenue encore plus grave depuis que le pays s'était doté de moyens nucléaires grâce à ses alliés occidentaux.

L'apartheid en tant que système politique avait été condamné, par d'innombrables résolutions, à l'Organisation des Nations Unies, à l'OUA et dans d'autres tribunes internationales, en tant que crime contre l'humanité. Cela mettait l'Afrique du Sud dans une catégorie tout à fait à part. Toutefois, malgré ces résolutions qui le condamnaient, le régime d'apartheid avait poursuivi son programme de répression de la population noire dans toutes les sphères d'activités.

En second lieu, le régime sud-africain n'avait pas le caractère de légitimité dont les autres gouvernements étaient investis du fait qu'ils représentaient leur peuple. Il ne faisait aucun doute que le régime sud-africain ne représentait pas la majorité du peuple sud-africain.

Ce régime s'était doté de moyens nucléaires en partie parce qu'en Afrique du Sud, et même dans toute l'Afrique australe, la population noire avait pris les armes pour se débarrasser des régimes de suprématie blanche. C'est probablement la défaite du colonialisme portugais par les peuples mozambicain et angolais qui avait confirmé le régime sud-africain dans ses convictions et l'avait incité à vouloir se doter de moyens nucléaires.

L'ANC avait fourni la preuve que le régime sud-africain se proposait d'utiliser ses moyens nucléaires à des fins militaires. Il ne faisait aucun doute que ces armes seraient en premier lieu dirigées contre le peuple sud-africain qui luttait pour se libérer, contre les Etats africains voisins de première ligne, qui étaient eux-mêmes à l'avant-garde de ce combat et, de façon générale, contre le continent africain tout entier, qui soutenait ceux qui luttèrent.

Il n'était pas possible de dissocier le problème de l'armement nucléaire de l'Afrique du Sud des intentions du régime d'apartheid. La question la plus importante était de savoir si un tel régime devait recevoir de ses alliés une aide lui permettant de renforcer la répression systématique qu'il exerçait contre la population sud-africaine, et si on devait le laisser poursuivre son programme nucléaire.

Avant d'examiner s'il convenait que l'Afrique du Sud signe le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, il fallait tenir compte du contexte ci-après :

1. L'ensemble du programme nucléaire de l'Afrique du Sud est en violation directe de la politique déclarée de l'Organisation de l'unité africaine, selon laquelle l'Afrique devrait être une zone dénucléarisée. A ce propos, l'Afrique du Sud a été condamnée, en même temps que la République fédérale d'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique et Israël, qui l'ont délibérément aidée et ont collaboré avec le régime raciste en lui fournissant de la technologie, des techniciens, du matériel, des connaissances techniques et des capitaux en vue de la mise en place de sa capacité nucléaire.
2. L'utilisation militaire et l'utilisation commerciale de l'énergie nucléaire sont inséparablement liées. Le fait que le régime raciste minoritaire blanc a à sa disposition une capacité nucléaire susceptible, le cas échéant, de fonctionner en quelques jours, ainsi qu'un système de vecteurs ultra-modernes, représente une grave menace pour l'indépendance des Etats africains. Le passage du chantage nucléaire à l'attaque nucléaire par le régime raciste contre les Etats africains qui apportent un appui actif à la lutte d'émancipation nationale et sociale en Afrique du Sud, deviendrait une possibilité de plus en plus attirante pour le régime raciste, au fur et à mesure que la lutte s'intensifierait.
3. Les sociétés transnationales et leurs filiales en Afrique du Sud se sont associées de plus en plus étroitement au complexe militaire-industriel et aux préparatifs de guerre en Afrique du Sud. Cela s'est reflété dans le choix de P. W. Botha comme Premier Ministre et Ministre de la défense d'Afrique du Sud. Cela représente une nouvelle orientation politique de caractère stratégique de la part du régime, qui s'efforce ainsi de surmonter la crise, qu'il considère de plus en plus comme militaire plutôt que politique. Les porte-parole du régime raciste ont admis eux-mêmes que "l'Afrique du Sud est en état de guerre".
4. L'Assemblée générale des Nations Unies et la communauté internationale ont déclaré illégal le régime raciste sud-africain et condamné la politique d'apartheid en tant que crime contre l'humanité. Elles ont reconnu la légitimité de la lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud pour la prise du pouvoir par les armes.

Dans ce contexte, l'ANC estimait que le problème de la signature par l'Afrique du Sud du Traité de non-prolifération n'avait rien à voir avec le problème réel que représentait la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. La signature du Traité conférerait au régime un caractère légitime, lui permettrait de poursuivre la mise au point de sa capacité nucléaire, d'avoir librement accès à des informations techniques et technologiques essentielles, et d'échanger des connaissances spécialisées au sujet du développement de sa capacité nucléaire. Enfin, l'adhésion au Traité rendrait acceptable cette sinistre collaboration dans le domaine nucléaire, alors qu'elle constituait en soi un obstacle à l'élimination de l'apartheid.

Le représentant de l'ANC est parvenu à la conclusion qu'il n'existait qu'un seul moyen véritable de garantir que les ressources de l'Afrique du Sud ne soient pas utilisées pour détruire le continent africain : la suppression du système d'apartheid lui-même.

H. Déclaration finale du Président

Dans sa déclaration finale, le Président a fait remarquer que le Séminaire s'était occupé non pas d'un danger vague et éloigné, mais d'une menace bien réelle étant donné que le régime d'apartheid possédait ou pouvait posséder des armes nucléaires.

En deuxième lieu, ce danger augmenterait certainement de façon considérable lorsque l'Afrique du Sud aurait acquis une capacité nucléaire plus grande et agrandi son usine d'enrichissement de l'uranium.

En troisième lieu, les actes des puissances qui poursuivaient leur collaboration nucléaire prétendue "pacifique", avec l'Afrique du Sud, même après que l'on eut révélé que l'Afrique du Sud envisageait de procéder à une explosion nucléaire dans le désert du Kalahari, étaient imprudents et inacceptables.

En quatrième lieu, il était indispensable non seulement de mettre fin totalement à toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, mais aussi de démanteler ses installations nucléaires, tout en la menaçant de sanctions collectives, en vue d'éviter un grave danger.

Pour ce qui était de l'examen des garanties et de la question de la signature du Traité de non-prolifération par l'Afrique du Sud, le Président a déclaré que les participants au Séminaire ne s'intéressaient pas aux avantages que présentait le traité en tant qu'étape vers un désarmement nucléaire total. On aurait peut-être dû inclure dans ce traité une disposition prévoyant un embargo total contre tout Etat pratiquant l'apartheid.

L'Afrique du Sud n'avait pas ratifié le Traité, afin de pouvoir poursuivre son programme nucléaire et menacer les Etats africains. Elle n'avait tenu aucun compte de l'engagement pris par l'Organisation de l'unité africaine au sujet de la dénucléarisation de l'Afrique.

Maintenant, après que l'Afrique du Sud eut envisagé de procéder à une explosion nucléaire dans le désert du Kalahari, les Puissances occidentales avaient offert de la persuader de ratifier le Traité. Le régime de Pretoria avait fait savoir qu'il envisagerait de signer le Traité à condition que les Puissances occidentales s'engagent à lui fournir du matériel et de la technologie. Il voulait également garder secrètes ses installations d'enrichissement de l'uranium.

Si le régime sud-africain voulait signer le Traité de non-prolifération, on n'allait pas l'en empêcher. La position de principe du Comité spécial à l'égard du caractère illégal du régime d'apartheid et du caractère légitime du mouvement de libération ne changeait rien au fait que le Traité était ouvert à la signature par l'Afrique du Sud.

Mais il convenait d'insister sur le fait qu'il ne fallait pas promettre des avantages au régime sud-africain en échange de la signature du Traité. Il ne fallait pas lui offrir libre accès aux matières et à la technologie nucléaires.

En outre, l'adhésion de l'Afrique du Sud au Traité ne devait pas être considérée comme une garantie adéquate. Le régime d'apartheid était un régime criminel qui avait prouvé par ses actes qu'on ne pouvait pas lui faire confiance.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Le Séminaire a adopté à l'unanimité les conclusions et recommandations ci-après :

- "1. Le Séminaire exprime sa grave préoccupation devant la menace dangereuse et immédiate que la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud fait peser sur la paix mondiale, et en particulier sur tous les Etats africains. Cette menace, découlant des politiques et actes du régime d'apartheid, a pris de nouvelles dimensions. Il existe maintenant le grave danger de voir le régime d'apartheid, doté d'armes nucléaires, déclencher dans un geste de désespoir, une importante guerre régionale susceptible de précipiter un affrontement mondial.
2. Ce grave danger a été causé par la collaboration que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France et la République fédérale d'Allemagne, ainsi que la Belgique, Israël, le Japon, les Pays-Bas et la Suisse ont apporté au régime d'apartheid à différents niveaux, en lui accordant une assistance en vue de l'extraction et du traitement de l'uranium, la fourniture d'équipement nucléaire, le transfert des techniques, la formation et les échanges scientifiques. Cette collaboration, ainsi que le soutien financier de l'extérieur accordé à son programme nucléaire, ont encouragé le régime de Pretoria à défier la communauté internationale et ont fait obstacle à l'élimination de l'apartheid.
3. Il faut mettre fin immédiatement à toutes les formes de collaboration nucléaire avec le régime de Pretoria et prendre des mesures internationales efficaces pour l'empêcher de poursuivre ses plans.
4. Compte tenu du caractère et des antécédents du régime de Pretoria, le Séminaire rejette toute prétention à établir une distinction valable entre collaboration nucléaire "à des fins pacifiques" et "à des fins militaires" avec ce régime. Les grandes puissances occidentales, qui ont toujours soutenu que la collaboration nucléaire "à des fins pacifiques" ne permettrait pas à l'Afrique du Sud de mettre au point des dispositifs explosifs nucléaires, ont été obligées en 1977 de mettre en garde le régime de Pretoria contre les répercussions qu'entraînerait l'explosion nucléaire qu'il avait prévue.
5. L'odieux régime d'apartheid est à la fois illégal et criminel. Il ne cesse de renforcer son oppression sur la population noire d'Afrique du Sud et se livre à une guerre de fait contre la grande majorité de la population. Il a à son passif une longue série d'actes d'agression délibérés et systématiques contre les Etats africains et persiste à défier le droit et la morale internationale. Il ne reculera devant rien et il est prêt à recourir aux moyens les plus désespérés afin de perpétuer le système de domination raciste. Confronté à une résistance interne grandissante et à des pressions internationales croissantes, il compte de plus en plus sur sa puissance militaire et sur l'emploi de la violence pour maintenir le système d'apartheid.

- a) Formation et échanges d'hommes de science sud-africains travaillant dans le secteur nucléaire et octroi de visas à ces derniers;
- b) Contrats et accords concernant l'extraction et le traitement de l'uranium en Afrique du Sud;
- c) Importation d'uranium sud-africain ou namibien;
- d) Retraitement du combustible nucléaire sud-africain irradié et en particulier envoi de plutonium en Afrique du Sud;
- e) Soutien financier, économique et autre à l'industrie nucléaire sud-africaine ou à toute autre industrie connexe ou auxiliaire; et
- f) Transfert de techniques, fourniture de matériel et appui financier au programme d'enrichissement de l'uranium de l'Afrique du Sud, y compris la séparation des isotopes.

13. Le Décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour la protection des ressources naturelles de la Namibie doit être pleinement appliqué.

14. Tous les pays concernés doivent adopter une législation efficace pour rendre illégales toutes formes de collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud par des sociétés et institutions. Toute infraction doit être sévèrement punie; les sociétés mères doivent être tenues responsables des délits commis par leurs filiales et sociétés associées ayant des activités en Afrique du Sud.

15. Le Séminaire prie instamment les gouvernements africains et les autres gouvernements engagés dans la lutte contre l'apartheid de prendre d'urgence toutes initiatives nécessaires à l'Organisation des Nations Unies, et de se mettre directement en contact avec les Etats intéressés pour la réalisation des objectifs susmentionnés."

6. Dans ce contexte la menace que l'Afrique du Sud représente pour le monde en se dotant d'armes nucléaires est évidente. En outre, en construisant son usine d'enrichissement de l'uranium, le régime de Pretoria acquerra un important pouvoir de négociation sur le plan international. Il utilisera sa capacité nucléaire et son rôle d'important fournisseur d'uranium enrichi pour exercer un chantage sur la communauté internationale.

7. Etant donné qu'il est possible de se procurer de l'uranium brut en s'adressant à d'autres sources, rien n'oblige les gouvernements et les sociétés à acheter de l'uranium à l'Afrique du Sud.

8. De surcroît, les ressources naturelles de l'Afrique du Sud, y compris l'uranium, appartiennent au peuple de ce pays et non au régime d'apartheid.

9. Il importe donc au plus haut point de prendre des mesures urgentes, dans le cadre d'une politique internationale de sanctions globales contre l'Afrique du Sud, pour faire cesser toute collaboration nucléaire sous quelque forme que ce soit avec ce pays, ou toute assistance financière ou autre à son programme nucléaire. La communauté internationale doit adopter des mesures énergiques pour empêcher l'Afrique du Sud de poursuivre son programme nucléaire actuel.

10. Vu la nature et les antécédents du régime d'apartheid, aucune garantie internationale ou bilatérale, y compris le système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique et le système de contrôle du Traité sur la non-prolifération nucléaire (auquel l'Afrique du Sud n'est pas partie), n'est suffisante. Le Séminaire rejette et dénonce la proposition de certaines puissances occidentales d'offrir au régime d'apartheid les avantages d'une collaboration nucléaire internationale ainsi que la sécurité et d'autres garanties, en échange de son adhésion au Traité sur la non-prolifération. Il faut engager une action internationale contre le régime d'apartheid et non lui fournir les avantages supplémentaires qu'il obtiendrait si l'Afrique du Sud devenait partie au Traité sur la non-prolifération.

11. Le Séminaire recommande au Conseil de sécurité d'examiner la question d'urgence et d'adopter des mesures obligatoires, en vertu du Chapitre VII de la Charte, pour mettre fin à toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, pour exiger le démantèlement de ses usines nucléaires et pour avertir le régime de Pretoria que toute tentative de poursuivre son programme nucléaire ou de construire une usine d'enrichissement de l'uranium donnera lieu à une nouvelle action internationale, y compris l'adoption de sanctions collectives efficaces.

12. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale doivent prendre d'urgence des mesures pour veiller à ce que tout contrat et accord nucléaires avec l'Afrique du Sud et d'autres pays, tels que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique et Israël, soient dénoncés et que cesse la fourniture de matériel nucléaire à l'Afrique du Sud par ces pays et par d'autres. De même, il faut mettre fin à la collaboration dans les domaines ci-après :

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid

S. Exc. M. Leslie O. Harriman (Nigéria), Président
S. Exc. M. Serge E. Charles (Haïti), Vice-Président
M. Kwado Faka Nyamekye (Ghana), Président du Sous-Comité de l'application
des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de la collaboration
avec l'Afrique du Sud
M. Gerhard Schröter (République démocratique allemande)
Dr Loutf Haydar (République arabe syrienne)

Agence internationale de l'énergie atomique

Mme Merle S. Opelz, Chef de secrétariat du Bureau de l'AIEA à Genève

Etats de première ligne

Mozambique : S. Exc. M. Armando Panguene, ambassadeur auprès du Portugal,
membre du Comité central du Frelimo

Tanzanie : Mme L. E. Howell, Haut Commissaire par intérim, Royaume-Uni

Zambie : M. E. Nyirenda, Haut Commissaire adjoint, Royaume-Uni

Mouvements de libération d'Afrique australe

a) African National Congress of South Africa

M. Yeyedwa Zungu
M. Dumisani Tyala
Dr Frene Ginwala

b) Pan Africanist Congress of Azania

M. Isaac Mafole
M. Diphero Abel Chiloane

c) South West Africa People's Organization

M. Peter Manning

d) Front patriotique du Zimbabwe

M. W. Mangwende
M. Robson Mabika Manyika

Mouvements anti-apartheid et autres organisations non gouvernementales

- a) British Anti-Apartheid Movement, Londres
M. Abdul S. Minty, Secrétaire honoraire
Mme Ethel de Keyser, Vice-Président
M. Vella Pillay
M. Michael Terry, Secrétaire exécutif
M. Christopher Child
- b) Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Paris
M. Albert Lévy, Secrétaire général
- c) Anti-Apartheid Bewegung, Bonn
M. Wolf Geisler
- d) Stichting Anti-Apartheid Bewegung Nederland, Amsterdam
M. Pim Juffermans
M. Arend Kouwenaar
- e) Comité néerlandais sur l'Afrique australe, Amsterdam
M. Ruurd Huisman
- f) American Committee on Africa, New York
M. George Houser, Directeur exécutif
- g) Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Genève
Mme Edith Ballantyne, Secrétaire générale
- h) Fonds international d'échanges universitaires, Genève
M. Craig Williamson, Directeur adjoint
- i) Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, Budapest
M. H. M. Ibrahim, Vice-Président

Experts et personnalités invitées à titre individuel

- M. Ulrich Albrecht, professeur chargé de la chaire d'études sur la paix et les conflits, Département des sciences politiques, Université libre de Berlin, Berlin Ouest
- M. Frank Barnaby, Directeur de l'Institut international de recherches sur la paix, Stockholm
- M. Eric Burhop, Président de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques et professeur honoraire de physique à l'Université de Londres
- M. David de Beer, conseiller des églises néerlandaises sur la Namibie
- M. Sverre Lodgaard, Institut international de recherches sur la paix, Oslo
- M. Sean MacBride, Président de l'International Peace Bureau, ancien Ministre des affaires étrangères d'Irlande, ancien Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, prix Nobel et prix Lénine de la paix
- M. P. M. Makhurane, Vice-Recteur et Chef du Département de physique à l'Université du Botswana et du Swaziland, Gaborone
- Mme Barbara Rogers, coauteur de The Nuclear Axis
- M. Ronald W. Walters, maître de conférences, Département des sciences politiques de l'Université d'Howard

Observateurs

- M. Roger Murray, consultant auprès du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, ancien consultant auprès du Commonwealth Secretariat on Namibia, Londres
- M. Robert van Overberghe, Directeur du Bureau politique pour l'Afrique indépendante, Ministère des affaires étrangères, Belgique
- M. Alun Roberts, Campagne contre le contrat sur l'uranium avec la Namibie, Londres
- M. Robert Schwart, représentant de la Commission d'enquête internationale sur les crimes des régimes racistes et des régimes d'apartheid en Afrique australe
- M. Michael Wolfers, assistant de recherche, Département international, parti travailliste britannique

ANNEXE II

LISTE DES EXPOSES PRESENTES AU SEMINAIRE

1. "Action de l'Organisation des Nations Unies contre la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, eu égard en particulier à l'action du Comité spécial contre l'apartheid" par le Centre des Nations Unies contre l'apartheid
2. "Nécessité urgente de mettre fin immédiatement à toute collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud" par Abdul S. Minty
3. "Politique des Etats-Unis et collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud" par George M. Houser
4. "Politique de l'uranium et politique étrangère des Etats-Unis en Afrique australe" par Ronald W. Walters
5. "Collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud : profil de la Grande-Bretagne" par le British Anti-Apartheid Movement
6. "Collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, état actuel et perspectives" par Sverre Lodgaard
7. "Le danger nucléaire représenté par le régime d'apartheid" par l'African National Congress of South Africa
8. "Relations technologiques entre la République fédérale d'Allemagne et l'Afrique du Sud dans une perspective politique" par Ulrich Albrecht
9. "Evaluation des dangers que présente l'Afrique du Sud du point de vue de la propagation, de la production et de l'utilisation d'armements nucléaires" par E. H. S. Burhop
10. "Soutien de la France au régime d'apartheid dans le domaine nucléaire" par Albert Lévy
11. "Participation néerlandaise au complexe nucléaire sud-africain" par le Stichting Anti-Apartheid Beweging Nederland

ANNEXE III

DISCOURS D'OUVERTURE DE SON EXCELLENCE M. LESLIE O. HARRIMAN,
PRESIDENT DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID

24 FEVRIER 1979

Peut-être devons-nous voir un symbole dans le fait que le présent séminaire a lieu à la veille du centenaire de la naissance de ce grand homme de science, humaniste et antifasciste que fut Albert Einstein. Je rappellerai qu'il était aussi un fervent partisan de la liberté de l'Afrique.

Albert Einstein, qui a été appelé le père de la bombe atomique, était extrêmement préoccupé par le risque que les techniques de fabrication de la bombe nucléaire tombent entre les mains des nazis.

Aujourd'hui, nous courons le risque considérable de voir les criminels racistes et fascistes d'Afrique acquérir cette bombe.

Je suis certain que si Albert Einstein vivait encore, il se trouverait parmi nous et serait le premier à demander que des mesures fermes soient prises.

Laissons-nous guider par l'esprit indomptable de ce géant intellectuel du XXe siècle.

On aurait pu penser qu'il ne serait pas nécessaire, pendant le dernier quart de ce siècle, de débattre des moyens de mettre fin à la collaboration avec un régime criminel d'apartheid pour la mise au point d'armes de destruction massive.

Comment un être humain, un gouvernement ou une institution professant des valeurs morales, peut-il coopérer de quelque façon que ce soit avec le régime de Pretoria - le régime des meurtriers des enfants de Soweto, le régime des tortionnaires et des bourreaux de patriotes africains, le régime qui pratique le crime haïssable d'apartheid - et notamment pour lui permettre d'acquérir des armes et des techniques de pointe afin de perpétuer le racisme, de menacer les Etats africains et de soumettre le monde entier au chantage?

Et pourtant nous savons que plusieurs gouvernements collaborent avec l'Afrique du Sud dans le domaine des techniques nucléaires et font obstacle à une action internationale efficace.

Beaucoup de sociétés transnationales, d'institutions et d'hommes de science prêtent leur concours au régime d'apartheid.

Voilà maintenant deux décennies que nous leur demandons de mettre fin à cette collaboration.

En fait, quand le Comité spécial contre l'apartheid a été créé en 1963, l'un de ses premiers sujets de préoccupation a été la nouvelle en provenance d'Afrique du Sud selon laquelle le régime d'apartheid entreprenait la mise au point d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Mais c'est à peine si nous avons obtenu une réaction des puissances occidentales. Elles ont essayé de nous persuader qu'il n'était pas question que l'Afrique du Sud acquière une capacité nucléaire.

Ce n'est qu'après que l'Union soviétique a révélé, pendant l'été 1977, que l'Afrique du Sud préparait une explosion nucléaire que les puissances occidentales ont consenti à admettre la réalité et ont commencé à s'inquiéter - non pas tant parce que l'essai prévu était le fait d'un régime criminel aux abois, mais à cause de la date de cet essai, et parce qu'il bouleversait leurs plans en matière de non-prolifération en général.

Aujourd'hui on essaie de nous tromper autrement.

Les puissances occidentales nous disent qu'il est maintenant trop tard pour empêcher l'Afrique du Sud d'acquérir une capacité nucléaire. Elles nous disent que la seule chose à faire est de persuader l'Afrique du Sud de signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de se placer ainsi sous contrôle international.

J'ai eu personnellement de nombreuses discussions en 1977 avec les représentants des puissances occidentales et de l'Union soviétique. J'ai signalé qu'avant cette date des personnes comme M. Henry Kissinger s'étaient inquiétées de ce que des terroristes pouvaient entrer en possession de matières fissibles. M. Kissinger avait prévenu qu'il n'y avait qu'une différence bien mince entre la possession de matières fissibles pour les utilisations pacifiques ordinaires et l'acquisition d'une capacité de production d'armes nucléaires.

Il est très préoccupant de constater aujourd'hui que si l'Afrique du Sud accédait au régime de la non-prolifération nucléaire, elle bénéficierait d'une nouvelle respectabilité et que l'accès du régime illégal aux techniques nucléaires serait encore plus facile.

Pendant ce temps, comme nous le savons, il existe une collaboration permanente avec le régime d'apartheid dans le domaine des techniques nucléaires.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont été bien entendu les premiers à aider l'Afrique du Sud dans ce domaine.

Les Etats-Unis - qui ont formé les techniciens sud-africains et qui ont fourni de l'uranium enrichi et de la technologie - déclarent qu'ils ont suspendu temporairement leurs livraisons d'uranium, mais uniquement pour obliger l'Afrique du Sud à accepter les garanties et à signer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La Grande-Bretagne proclame qu'elle ne collabore pas avec l'Afrique du Sud - à l'exception de contrats sur la mine de Fossing et de tout ce que cela implique -, mais nous avons reçu des renseignements révélant d'autres domaines où cette collaboration s'exerce.

La France a passé de gros contrats pour la construction d'une centrale nucléaire - avec la participation de plusieurs banques et sociétés transnationales. La France affirme qu'elle n'aide pas l'Afrique du Sud à mettre au point des armes nucléaires, mais uniquement à utiliser l'énergie atomique à des fins "pacifiques".

Il a été fait état d'une collaboration importante entre la République fédérale d'Allemagne et l'Afrique du Sud. Le Gouvernement de la République fédérale professe qu'il n'y a pas eu d'assistance au niveau gouvernemental, mais il ne nie pas une collaboration de la part des institutions semi-publiques, ni l'échange de nombreux scientifiques non plus que la fourniture de techniques.

Plusieurs pays ont signé des contrats à long terme pour l'achat d'uranium sud-africain. Il y a quelques jours seulement, la Belgique a signé un contrat d'approvisionnement jusqu'aux années 90.

Je vous rappellerai qu'il y a, ailleurs en Afrique, de nombreux gisements d'uranium qui ne sont même pas exploités. Mais nous avons affaire à une politique opportuniste "de copinage", et ces sources risquent d'être gelées quand les choses changeront.

On avance donc tout un ensemble de prétextes pour poursuivre la collaboration en affirmant qu'elle a un caractère commercial et qu'aucun élément de cette collaboration ne permet par lui-même à l'Afrique du Sud de devenir une puissance nucléaire.

Le Comité spécial a pensé qu'il devait tenir d'urgence les présentes consultations, non seulement avec les Etats de première ligne, les mouvements de libération et les organisations non gouvernementales, mais aussi avec des scientifiques et d'autres experts, pour examiner le plus à fond possible la question sous tous ses aspects et décider des mesures à prendre.

J'aimerais tout particulièrement remercier les scientifiques et les experts qui ont accepté de nous faire bénéficier de leurs précieux conseils.

Bien que ce séminaire ait dû être convoqué avec un préavis très court et que nous ne disposions que de peu de temps, nous devons essayer d'examiner toutes les implications et ramifications de la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud.

Nous devons examiner l'argument selon lequel une partie de la collaboration nucléaire n'a pour objet que les utilisations pacifiques.

Quand, à l'Organisation des Nations Unies, nous discutons de la non-prolifération des armes nucléaires, les pays occidentaux nous disent qu'il n'y a qu'une mince différence entre les techniques dites pacifiques et les techniques militaires.

Par contre, quand il s'agit de l'Afrique du Sud, leurs arguments ne sont plus les mêmes.

Ils affirment alors que la solution consiste à persuader l'Afrique du Sud d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il nous faut analyser soigneusement cet argument.

Je proposerai que nous essayions en fait de comprendre pourquoi le régime sud-africain souhaite tellement acquérir une capacité nucléaire et pourquoi les puissances occidentales font la sourde oreille à tous les appels leur demandant de cesser de collaborer avec l'Afrique du Sud.

Les calculs de l'Afrique du Sud sont à n'en pas douter à la fois militaires et non militaires. Le danger ne réside pas seulement dans une menace directe pour la paix, mais dans une menace à long terme et à plusieurs niveaux.

D'une part, l'acquisition d'armes nucléaires s'inscrit dans la ligne d'un accroissement considérable de l'arsenal militaire sud-africain depuis le massacre de Sharpeville en 1960; le budget militaire de l'Afrique du Sud a en effet été multiplié par 50.

Au cours de ces années, l'Afrique du Sud s'est non seulement procuré du matériel militaire perfectionné, mais elle a également mis en place une industrie des armements et elle a fabriqué des fusées et des missiles.

Avec cette puissance militaire, l'Afrique du Sud veut supprimer toute résistance intérieure par des massacres impitoyables. Elle veut exercer sur les Etats africains indépendants des pressions et des chantages. Elle veut également persuader les puissances occidentales de la reconnaître ouvertement comme puissance régionale et comme alliée de poids et non comme simple complice cachée.

Mais l'Afrique du Sud pense également en termes économiques et autres. Elle veut jouer un rôle dominant en fournissant de l'uranium - et même de l'uranium enrichi - au reste du monde. Etant donné la pénurie croissante de ressources énergétiques, elle espère acquérir un potentiel qui lui permettra de dicter ses conditions sur le marché. Elle espère que de nombreux pays dépendront d'elle pour l'uranium enrichi, aussi bien à des fins pacifiques que militaires.

Mais comment se fait-il que les puissances occidentales désirent collaborer aux plans diaboliques du régime d'apartheid?

Aujourd'hui, en tant qu'Africain, et en tant que Président du Comité spécial, je ne mâcherai pas mes mots.

Notre longue expérience nous permet de penser que les puissances occidentales ont l'intention - malgré leurs protestations solennelles - de garder le régime d'apartheid dans leur club fermé, de le protéger et, en fait, de lui permettre de devenir une menace encore plus grande pour l'Afrique.

Les puissances occidentales essaient de nous faire croire que le régime d'apartheid les gêne. Mais nous pensons que le régime d'apartheid est une épée que ces puissances tournent délibérément contre l'Afrique et le tiers monde.

Depuis 30 ans, tandis que le mouvement de libération et ses alliés insistent pour qu'on isole le régime d'apartheid, les puissances occidentales essaient constamment de faire échouer l'action internationale.

Peu de temps après l'arrivée au pouvoir du régime d'apartheid en 1948, les puissances occidentales l'ont invité à participer au pont aérien de Berlin et à la guerre de Corée - et elles lui ont fourni du matériel militaire en échange. Elles ont commencé à faire de l'Afrique du Sud un grand producteur d'uranium.

Dans les années 50, lorsque l'ONU a été saisie du problème de l'apartheid les puissances occidentales ont fait de l'Afrique du Sud la puissance-clef sur ce que l'on appelle la route du Cap et elles ont signé les Accords de Simonstown.

Avant l'embargo sur les armes décidé pour la première fois par le Conseil de sécurité en 1963, elles ont aidé l'Afrique du Sud à se doter d'une industrie des armements. Elles ont laissé subsister de nombreuses échappatoires à l'embargo sur les armes, qu'elles qualifiaient avec cynisme de "volontaire".

Elles ont fait en sorte que l'Afrique du Sud continue à être approvisionnée en armes par la France et d'autres pays, qui étaient moins soumis aux pressions de mouvements locaux contre l'apartheid ou d'Etats africains, en violation de l'embargo.

Je n'ai pas besoin, je pense, de vous rappeler que la France, au moment où elle affirmait ne pas faire partie du pacte militaire de l'OTAN, en a profité pour fournir la plupart des licences nécessaires à la fabrication d'armes en Afrique du Sud. A la même époque, l'OTAN, aux côtés du Portugal, fournissait la technologie et le matériel de guerre pour réprimer les mouvements de libération et retarder la libération de l'Afrique australe.

Nous devons également nous souvenir que ce processus a commencé lorsque Cecil Rhodes a conçu au siècle dernier le projet d'effectuer la jonction des voies de communication afin de drainer toutes les ressources de cette vaste région extrêmement riche d'Afrique; il voulait relier les mines de cuivre et de diamant du Katanga et du Kasai aux ports du Cap, de Durban et de Port Elizabeth en Afrique du Sud. Je ne pense pas que cette stratégie ait changé aujourd'hui. Etant donné l'accroissement de l'arsenal militaire de l'Afrique du Sud, nous nous apercevons que ce grand projet devient chaque jour davantage une réalité.

Lorsque nous avons demandé un embargo sur les produits pétroliers, les puissances occidentales ont développé les raffineries en Afrique du Sud et ont permis au régime d'apartheid de faire des stocks et de construire une deuxième grande usine d'extraction de pétrole à partir du charbon.

Les puissances occidentales jouent le même jeu en ce qui concerne la collaboration nucléaire. Non seulement elles se refusent à prendre des mesures, mais elles établissent des plans qui doivent permettre au régime d'apartheid de résister aux mesures prises par l'ONU.

Il faut également souligner le rôle scandaleux des sociétés multinationales.

Elles ont développé l'extraction de l'uranium en Afrique du Sud - de préférence à de nombreuses autres sources - dans des mines d'or qui appartiennent à des intérêts étrangers.

Elles ont joué un rôle capital dans la fourniture à l'Afrique du Sud de matériel, de technologie et de connaissances techniques dans le domaine nucléaire.

Elles fonctionnent par l'intermédiaire de différents circuits et de différents pays.

Lorsque les gouvernements en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis ou aux Pays-Bas se heurtent à la mobilisation de l'opinion contre l'apartheid dans leurs pays, les sociétés multinationales opèrent à partir de la France, de l'Allemagne de l'Ouest ou de la Suisse.

Nous avons assisté à ce manège au moment du contrat pour l'installation d'une centrale nucléaire en Afrique du Sud. Les Français ont emporté le marché, mais la société américaine Westinghouse est un des principaux fournisseurs.

Nous avons là tous les éléments d'une conspiration internationale.

Bien sûr, il y a les conservateurs en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et les démocrates chrétiens en Allemagne de l'Ouest qui veulent une collaboration encore plus marquée avec l'Afrique du Sud.

Ils veulent même maintenir le régime de Smith en Rhodésie avec le soi-disant règlement interne, et ils vont assister et donner leur bénédiction au simulacre d'élections qui aura lieu en Rhodésie le 20 avril.

Mais qu'en est-il des partis au pouvoir qui proclament leur loyauté à l'égard de l'ONU?

Sont-ils devenus prisonniers des sociétés multinationales et des régimes bureaucratiques - ou bien essayent-ils de nous tromper?

Mesdames et Messieurs,

Il ne s'agit pas seulement, à mon avis, de la survie du régime d'apartheid sur le continent africain.

Le nouveau Premier Ministre de l'Afrique du Sud blanche, P. W. Botha, que nous connaissons pour être un raciste acharné et le responsable de l'agression contre l'Angola - serait maintenant, si l'on en croit l'Occident, un libéral. Vorster, bien sûr, était un réaliste.

Botha se vantait dans son message du nouvel an diffusé le 31 décembre de ce que "la République d'Afrique du Sud et sa sphère d'influence restent pratiquement intactes".

Comme je l'ai dit, le problème n'est pas simplement celui de l'Afrique du Sud mais de sa sphère d'influence, qui s'étend bien au-delà de ses frontières et qui correspond en fait à la portée de ses fusées et de ses missiles.

Il y a quelques jours, j'ai dû exprimer mon extrême déception et ma consternation devant la politique des Etats-Unis d'Amérique.

Dans une déclaration officielle émanant du Président lui-même, il était dit :

"Il sera de plus en plus important de maintenir notre position d'impartialité entre les parties (en Afrique australe) afin que nous puissions les aider à résoudre leurs différends, s'ils choisissent le chemin de la paix."

Après une trentaine d'années de débats à l'ONU, après des vingtaines de résolutions appuyées par les Etats-Unis, après toutes les promesses du gouvernement Carter, il s'avère que nos progrès se bornent à assurer "l'impartialité" entre les oppresseurs racistes et les forces de libération, entre les usurpateurs criminels et les propriétaires légitimes du pays.

Si l'on considère ceci comme un "progrès", c'est que d'habitude la balance penchait en faveur des racistes, de l'assistance aux racistes, qu'on était partisan du maintien des racistes dans le club et que l'on a toujours su les tirer de leurs difficultés. Il y a une tradition d'hostilité envers l'Afrique qui date du jour où les colons ont mis le pied sur le continent africain, et se sont emparés d'hommes et de femmes d'Afrique pour en faire des esclaves : je parle de presque un demi-millénaire d'asservissement.

Mesdames et Messieurs,

Je me suis senti obligé de parler sans détours, car ce n'est pas le moment de se montrer "diplomate" - en particulier pour un sujet aussi important que celui dont est saisi ce séminaire.

Mais je ne veux pas laisser une impression de pessimisme.

/...

Je suis sûr que la liberté triomphera en Afrique.

Je veux seulement insister sur le fait que nos efforts doivent être beaucoup mieux coordonnés et que nous devons nous battre sans aucune illusion.

Nous devons déclarer qu'aucune règle de droit ou de morale n'autorise quiconque à faire du commerce avec le régime criminel d'Afrique du Sud, à fraterniser avec ce régime, ou à l'aider dans ses plans diaboliques.

L'apartheid est un crime contre l'humanité et quiconque collabore avec le régime d'apartheid est complice de ce crime.
